

Sa visite durera deux jours
Saïd Sayoud demain à Paris

PAGE 4

L'ÉCHO DES RÉSEAUX SOCIAUX
Le mauvais diable

PAGE 15



CRÉSUS QUOTIDIEN

www.cresus.dz

In medio stat virtus

Législatives
2026

L'ANP en état de mobilisation

PAGE 3



À l'approche des élections législatives, le général d'armée Saïd Chanegriha a insisté sur la nécessité d'une mobilisation rigoureuse des structures de l'ANP et des services de sécurité afin d'assurer la réussite de ce rendez-vous électoral majeur et d'en garantir la sérénité.

- Dépôt des candidatures de remplacement :
L'Anie fixe la date butoir au 6 juin

Concours de recrutement
des enseignants
**Les licenciés
toujours éligibles**

PAGE 5



Dangers des zones
aquatiques
**Alerte
du ministère
aux parents**

PAGE 2

Salons, innovations et affaires
**Le Palais des
expositions, épice
de l'économie**

PAGE 2



Algérie-RD Congo
Nouvel élan dans l'énergie

PAGE 6

Près de 4 tonnes de cannabis saisies
Le Makhzen inonde la France

PAGE 16

Salons, innovations et affaires Le Palais des expositions, épice de l'économie

De l'environnement à la décoration, en passant par la santé et l'agroalimentaire, le Palais des expositions d'Alger proposera, en juin 2026, un calendrier riche en événements professionnels, avec en point d'orgue la Foire internationale d'Alger.

Le Palais des expositions d'Alger va accueillir, au mois de juin 2026, un programme particulièrement riche de salons et de foires spécialisés couvrant plusieurs secteurs clés de l'économie nationale. Cette dynamique confirme le rôle central de la capitale dans l'organisation d'événements professionnels d'envergure, destinés à favoriser les échanges commerciaux, l'innovation et la promotion des filières stratégiques.

Dès les premiers jours du mois, plusieurs manifestations ouvriront simultanément leurs portes, traduisant la densité de l'agenda économique estival.

UN DÉMARRAGE MARQUÉ PAR LA DIVERSITÉ DES SECTEURS

Le salon Pollitec, consacré aux équipements, technologies et services liés à l'eau et à l'environnement, se tiendra du 1er au 4 juin au pavillon central (Concorde). Cet événement s'inscrit dans un contexte où les enjeux environnementaux et la gestion durable des ressources hydriques occupent une place croissante dans les politiques publiques et les stratégies industrielles.

En parallèle, le salon «Le Mariage & la Naissance en fête», organisé du 1er au 7 juin au pavillon Union, s'adresse à un autre segment du marché, plus orienté vers les services aux particuliers. Il met en avant les acteurs du secteur événementiel, des prestations de mariage ainsi que des produits liés à la maternité et à la petite enfance.

SANTÉ, AGRICULTURE ET INDUS-



TRIE ARTISANALE À L'HONNEUR

Le secteur médical sera représenté par le salon international Dentex, dédié à la dentisterie, prévu du 2 au 5 juin au pavillon Palestine. Ce rendez-vous constitue une plateforme d'échanges pour les professionnels de la santé bucco-dentaire, autour des innovations technologiques et des équipements spécialisés. Dans le même intervalle, le salon Algeroliva, consacré à la filière de l'huile d'olive, se tiendra du 2 au 5 juin au pavillon Casbah. Cet événement met en lumière un produit emblématique du terroir algérien, dans un contexte de valorisation croissante des productions agricoles locales et d'ouverture vers les marchés internationaux.

Du 3 au 7 juin, le salon Mobilia El Djazaïr investira le pavillon Ahaggar. Dédié au mobilier et à la décoration, il reflète l'évolution du marché de l'aménagement intérieur, marqué par une demande

croissante en design, modernité et solutions d'optimisation des espaces.

LA FIA, TEMPS FORT DU MOIS DE JUIN

Le point d'orgue de ce programme sera sans conteste la Foire internationale d'Alger (FIA), prévue du 22 au 27 juin à travers l'ensemble des pavillons du Palais des expositions. Considérée comme l'un des plus importants rendez-vous économiques du pays, la FIA rassemble chaque année un large éventail d'entreprises nationales et étrangères. Cette édition spéciale devrait offrir une vitrine élargie des capacités productives, des partenariats commerciaux et des opportunités d'investissement, consolidant ainsi la position de l'Algérie comme plateforme économique régionale.

UN RÔLE CONFIRMÉ DE HUB ÉCONOMIQUE

À travers cette succession d'événements,

le Palais des expositions d'Alger confirme son statut de carrefour économique majeur. La diversité des salons programmés illustre à la fois la pluralité des secteurs concernés et la volonté de dynamiser les échanges entre opérateurs économiques, professionnels et grand public. Ce mois de juin 2026 s'annonce ainsi comme une période stratégique, marquée par une intense activité commerciale et une forte visibilité pour les différents acteurs exposants.

A LA CONQUÊTE DES MARCHÉS AFRICAINS AGROALIMENTAIRES

Par ailleurs, l'Algérie poursuit sa stratégie d'expansion commerciale sur le continent africain en misant sur les industries agroalimentaires comme levier de diversification économique.

Cette dynamique se matérialise par la participation d'opérateurs économiques et d'institutions nationales au Salon international de l'alimentation en Afrique, l'un des principaux rendez-vous du secteur, réunissant acteurs de l'agroalimentaire, de la logistique et de la distribution.

L'événement mettra en avant les innovations liées au conditionnement, à la chaîne du froid et aux solutions industrielles durables, dans un contexte où la compétitivité dépend désormais autant de la qualité que de la logistique.

Au-delà des opportunités commerciales, ce salon constitue une étape clé pour le développement de partenariats et l'ouverture de nouveaux marchés pour les produits algériens en Afrique.

Smail R.

DANGERS DES ZONES AQUATIQUES

Alerte du ministère aux parents

Dans un communiqué rendu public hier, le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports a appelé l'ensemble des parents à faire preuve d'une vigilance maximale et à assurer une surveillance constante de leurs enfants, en particulier durant la période estivale, notamment lors de leur présence dans des zones aquatiques telles que les oueds, les barrages et les bassins d'irrigation. Le ministère rappelle que ces espaces présentent «un danger réel pour la sécurité des enfants, en raison de leur profondeur et de la difficulté à en évaluer les risques». À ce titre, il exhorte les parents à ne pas laisser les enfants sans surveillance à proximité de ces zones, à interdire la baignade dans les endroits non aménagés, et à les accompagner tout en les sensibilisant aux risques associés à ces environnements. Il souligne enfin que «la protection des vies humaines est une responsabilité collective et demeure une priorité pour tous».

ALGÉRIE-INDE

Nouveau round de consultations diplomatiques

Le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, Lounes Magramane, a coprésidé avec la secrétaire au ministère indien des Affaires étrangères, la Dr Neena Malhotra, la 7^e session des consultations entre les ministères des Affaires étrangères de l'Inde et de l'Algérie. Dans une publication sur les réseaux sociaux, le ministère indien des Affaires étrangères a indiqué que les discussions ont porté sur les relations bilatérales entre les deux pays ainsi que sur les moyens de renforcer davantage le partenariat dans plusieurs domaines, notamment l'énergie, l'enseignement supérieur, le commerce et les relations entre les peuples.

VISA SCHENGEN

Recul du taux de refus pour les demandeurs algériens

Les dernières statistiques de la Commission européenne concernant les visas Schengen de court séjour (visa C) révèlent une baisse du taux de refus des demandes déposées par les Algériens au cours de l'année écoulée par rapport au taux enregistré en 2024. Selon les chiffres publiés jeudi, les consulats des pays de l'Union européenne, relevant de l'espace Schengen, ont reçu 12 millions de demandes de visa de court séjour en 2025, soit une hausse estimée à 1,8 % par rapport à 2024.

La même source indique que le taux global de refus est resté inchangé par rapport à 2024, à 14,8 %, bien que les taux varient d'un pays à l'autre. L'Algérie figure parmi les pays ayant enregistré une baisse du taux de refus de ses demandes par rapport aux années précédentes. Les consulats européens ont rejeté en 2025 environ 31 % des demandes de visa de court séjour (visa Schengen), contre 35 % en 2024.

Les données montrent également que l'Algérie ne figure pas parmi les cinq pays ayant déposé le plus



grand nombre de demandes au cours de l'année écoulée. En tête figurent la Chine (1,8 million de demandes), la Turquie (1,25 million), l'Inde (1,15 million), la Russie (679 000) et le Maroc (620 000). La France a reçu près de 60% du total des demandes de visa Schengen déposées par les Algériens, qui ont soumis 416 739 demandes auprès des consulats des pays de la

zone Schengen l'an dernier. Parmi elles, 284 267 demandeurs ont obtenu leur visa, tandis que 127 936 dossiers ont été rejetés, soit un taux de refus de 31%, considéré comme dans la moyenne européenne.

Selon les dernières statistiques, la France demeure la première destination des demandeurs algériens, avec 248 681 demandes en 2025, suivie de l'Espagne (119 634), de l'Allemagne (11 517), de la Belgique (8 935), des Pays-Bas (6 509) et de la Suisse (4 763).

La France et l'Espagne représentent à elles seules environ 88 % des demandes déposées par les Algériens. Par ailleurs, le consulat de France à Alger a reçu le plus grand nombre de demandes, soit 141 885 dossiers en 2025, avec un taux de refus de 24,6 %, suivi du consulat d'Espagne à Alger (66 803 demandes), avec un taux de refus de 32,2 %

**Législatives
2026**

L'ANP en état de mobilisation

À l'approche des élections législatives, le général d'armée Saïd Chanegriha a insisté sur la nécessité d'une mobilisation rigoureuse des structures de l'ANP et des services de sécurité afin d'assurer la réussite de ce rendez-vous électoral majeur et d'en garantir la sérénité.

Le général d'armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale et chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a souligné que l'Algérie s'apprête, dans les semaines à venir, à organiser un scrutin majeur, à savoir les élections législatives. Il a qualifié ce rendez-vous d'étape importante dans le processus institutionnel du pays, appelant à une vigilance renforcée des différents échelons de commandement de l'ANP ainsi que des services de sécurité afin d'en assurer la réussite. S'exprimant lors de la cérémonie de présentation des vœux à l'occasion de l'Aïd El-Adha El-Moubarak, organisée au siège du ministère de la Défense nationale, le chef d'état-major a rappelé que ce scrutin s'inscrit dans une dynamique globale de consolidation des institutions de l'État. Il a affirmé qu'il s'agit d'un événement national «d'une importance capitale pour notre pays et notre peuple», dans la mesure où il constitue l'aboutissement du processus de refonte politique engagé depuis la révision constitutionnelle du 1er novembre 2020, et poursuivi à travers différentes réformes visant à renforcer l'édifice démocratique et institutionnel de l'Algérie.

GARANTIES SÉCURITAIRES

Dans ce contexte, le général d'armée a appelé à une mobilisation totale des



structures concernées afin de garantir le succès de cette échéance électorale. Il a insisté sur la responsabilité des commandements militaires et des services de sécurité dans la mise en œuvre de toutes les mesures organisationnelles, sécuritaires et opérationnelles nécessaires.

L'objectif, a-t-il souligné, est de permettre aux citoyens d'exercer leur droit de vote dans des conditions optimales, marquées par la sérénité, la stabilité et le respect des règles républicaines.

ADAPTATION DE L'OUTIL DE DÉFENSE FACE AUX DÉFIS INTERNATIONAUX

Par ailleurs, Saïd Chanegriha a évoqué les enjeux liés à la conjoncture internationale actuelle, marquée par des mutations rapides et des tensions multiples. Il a estimé que «la bataille de l'adaptation de notre outil défensif» constitue une priorité stratégique pour l'ANP. Selon lui, cette adaptation est essentielle pour faire face aux défis sécuritaires contemporains et aux

menaces émergentes et garantir la capacité de l'institution militaire à préserver la sécurité et la stabilité du pays. Il a ajouté que les résultats de cette dynamique détermineront les contours d'une armée moderne, forte et opérationnelle dans un environnement international en constante évolution.

La cérémonie s'est déroulée en présence de hauts responsables du ministère de la Défense nationale et de l'ANP, notamment le commandant des forces terrestres, le secrétaire général du ministère de la Défense nationale, les commandants de forces, ainsi que plusieurs directeurs et chefs de services centraux. Étaient également présents le commandant de la 1re Région militaire et le contrôleur général de l'Armée. À cette occasion, le général d'armée Saïd Chanegriha a transmis les vœux du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, chef suprême des forces armées et ministre de la Défense nationale, à l'ensemble des cadres et personnels de l'institution militaire. Il a également adressé ses propres félicitations au peuple algérien, priant pour que cette fête religieuse soit synonyme de prospérité, de paix et de bénédictions renouvelées pour l'ensemble de la nation.

Smail R.

DÉPÔT DES CANDIDATURES DE REMPLACEMENT L'Anie fixe la date butoir au 6 juin

L'Autorité nationale indépendante des élections (Anie) a publié, hier, un communiqué relatif aux modalités de dépôt de nouvelles candidatures de remplacement dans le cadre des élections des membres de l'Assemblée populaire nationale prévues le 2 juillet 2026. Ce texte intervient dans une phase sensible du processus électoral, marquée par l'examen des dossiers de candidatures et la notification de nombreux rejets touchant plusieurs listes partisanes et indépendantes.

«Conformément au décret présidentiel n°26-145 du 16 chaoual 1447 correspondant au 4 avril 2026, portant convocation du corps électoral, et en application de l'article 207 de l'ordonnance n°21-01 du 10 mars 2021 portant loi organique relative au régime électoral, l'Anie précise les règles encadrant la substitution des candidatures rejetées.» Ces dispositions s'inscrivent dans le prolongement des mécanismes juridiques visant à organiser la compétition électorale et à garantir la régularité des opérations de dépôt et de validation des listes.

DES REJETS NOMBREUX

Selon la même source, plusieurs listes de partis politiques ont été concernées par des décisions de rejet partiel ou total, notamment celles du Rassemblement national démocratique (RND), du Front de libération nationale (FLN), du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), du Mouvement de la société pour la paix (MSP), de Jil Jadid ainsi que du Front des forces socialistes (FFS). Des candidatures indépendantes ont également été écartées, illustrant l'ampleur du processus de contrôle engagé par les services compétents. Ces rejets s'inscrivent dans l'application stricte de l'article 200 du code électoral, qui renforce les conditions d'éligibilité



et introduit des mécanismes de vérification liés à la transparence financière et à la lutte contre le financement politique illicite, communément associé à la prévention de «l'argent sale». L'objectif affiché est de garantir l'intégrité du scrutin et d'éviter toute influence de ressources non conformes sur la compétition électorale.

PROCÉDURE À SUIVRE

Le communiqué rappelle que dès notification de la décision de rejet, les listes concernées disposent de la possibilité de déposer une nouvelle candidature de remplacement pour les candidats invalidés. Ces dossiers sont examinés dans les mêmes conditions que les candidatures initiales et peuvent faire l'objet d'une révision en fonction de l'évolution des recours introduits devant les juridictions administratives compétentes. Dans ce cadre, les candidats disposent d'un délai légal de trois jours à compter de la notification pour introduire

un recours. Si le tribunal administratif d'appel statue en faveur du candidat initialement rejeté, celui-ci est réintégré dans la liste de candidature, et la procédure de

remplacement devient automatiquement sans objet. À l'inverse, si la décision de rejet est confirmée, le candidat de substitution valide prend définitivement sa place dans la liste concernée. L'Anie précise également que la procédure de dépôt des candidatures de remplacement est strictement encadrée dans le temps. Elle doit être finalisée dans un délai n'excédant pas 25 jours avant la date du scrutin. La date limite de dépôt a été fixée au 6 juin 2026, après laquelle aucune modification des listes ne sera acceptée, afin de garantir la stabilité des candidatures et la préparation technique de l'élection. L'institution électorale insiste sur le fait que ces mesures visent à consolider la transparence du processus électoral, à assurer l'égalité entre les candidats et à renforcer la crédibilité du scrutin législatif. Elle rappelle que l'application rigoureuse des dispositions du code électoral constitue un élément central de la régulation de la vie politique et du bon déroulement des élections.

A. M.

ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE L'OTAN

L'Algérie prend part aux travaux à Vilnius

Les travaux de la session de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan) ont débuté, hier, à Vilnius, capitale de la Lituanie, et se poursuivront jusqu'au 1er juin prochain.

Le Conseil de la nation est représenté à cette rencontre par le président de la commission de la défense nationale, El Hadj Nour, ainsi que par le membre du Conseil, Ayoub Aouina, dans le cadre de la participation du Parlement algérien en qualité de partenaire méditerranéen. Cette rencontre parlementaire réunit des représentants des parlements des pays membres de l'Otan ainsi que plusieurs délégations parlementaires partenaires, pour débattre de diverses questions d'intérêt commun dans les domaines politique, sécuritaire, économique et technologique. Le programme de cette session comprend les réunions des commissions spécialisées, notamment celles chargées des affaires politiques, de la sécurité, de la démocratie, de l'économie et de la technologie. Les travaux s'achèveront par une séance plénière consacrée à l'adoption de rapports et de résolutions non contraignantes, reflétant les orientations et les positions des parlements participants.

SA VISITE DURERA DEUX JOURS

Saïd Sayoud demain à Paris

Le ministre de l'Intérieur, Saïd Sayoud, effectuera demain une visite de deux jours à Paris, à la tête d'une importante délégation, répondant ainsi à une invitation directe de son homologue français, Laurent Nunez.

Les discussions s'articulent autour de trois axes principaux, à savoir la coopération sécuritaire et migratoire, le dossier des biens mal acquis, réclamés de longue date par l'Algérie et la situation des Algériens en situation irrégulière présents sur le territoire français et enfin le suivi des questions liées aux relations consulaires et administratives. Depuis le début de l'année 2026, les consulats algériens en France ont émis environ 140 laissez-passer. De son côté, une source française indique que 700 Algériens se trouvent actuellement en centre de rétention, dans l'attente d'un retour au pays. Paradoxalement, Alger affirme avoir déjà permis le retour volontaire de 320 jeunes Algériens en situation irrégulière. L'ambassadeur de France en Algérie, Stéphane Romatet, a donné quelques chiffres : sur les quelque 51 000 Algériens en situation irrégulière recensés en France en 2025, seuls 2 500 feraient l'objet d'une mesure d'expulsion effective. Et d'ajouter : «Il est facile de mettre les gens dans l'avion, mais sans un lien de confiance avec l'Algérie, on ne peut pas les faire des-



pendre.» Du côté français, Laurent Nunez a clairement affirmé que la France est obligée de travailler avec l'Algérie. Le ministre français a insisté particulièrement sur la nécessité de «restaurer un échange d'informations ciblé sur les réseaux de trafiquants de stupéfiants», soulignant que «la collaboration se fait dans les deux

sens». « Sur la partie sécuritaire et migratoire, nous sommes obligés de discuter avec l'Algérie », a-t-il tranché dans un entretien à la Tribune du Dimanche. «C'est un grand pays, qui a un certain savoir-faire en matière de renseignements et de sécurité. Avoir des échanges avec lui est nécessaire», a encore ajouté. En plus de la

sécurité et de la lutte contre l'immigration clandestine, le ministre de l'Intérieur français a souligné la dimension humaine dans les relations franco-algériennes, avec «plusieurs millions de personnes de part et d'autre de la Méditerranée qui sont concernées par la relation franco-algérienne et la vivent très directement».

ALGER, UN PARTENAIRE INCONTOURNABLE

Il enchaîne en taclant Bruno Retailleau et les partisans de la ligne dure avec l'Algérie : «Quel est l'intérêt d'avoir un bras de fer dans ces conditions ? » Avant d'asséner : «Ceux qui ne cherchent qu'à braquer l'Algérie ne pensent pas aux intérêts de la France, mais à leurs intérêts électoraux.» Pour Paris, l'Algérie demeure un partenaire incontournable dans la lutte contre le terrorisme, le narcotraffic et certains flux migratoires, ce qui confère à cette visite une portée stratégique dépassant le cadre purement bilatéral. Cette rencontre s'inscrit dans la continuité des démarches et des contacts engagés au cours des derniers mois par les deux capitales pour rétablir des canaux de communi-

cation stables. Bien qu'aucune communication officielle détaillée n'ait encore été divulguée par Paris ou Alger concernant le programme précis de ce déplacement, cette initiative est d'ores et déjà analysée comme un signal politique fort. La visite de Sayoud à Paris a été annoncée il y a quelques jours par Laurent Nunez.

«Je vais accueillir mon homologue algérien, ici, dans quelques jours. C'est un signal très positif. Une coopération sécuritaire se réinstalle progressivement», a-t-il notamment estimé, lui qui s'était rendu à Alger à la mi-février à l'invitation de Sayoud, après des mois de tensions entre les deux pays. Cette visite de Laurent Nunez avait amorcé une détente entre Alger et Paris. Autre étape dans ce rapprochement, la visite récente du ministre de la Justice, Gérard Darmanin. Le ministre de l'Intérieur a expliqué, par ailleurs, qu'il y a, avec son homologue algérien, «un travail d'échange d'informations à réengager sur les trafiquants de stupéfiants, et la collaboration se fait dans les deux sens».

H. Adryen

ALGÉRIE-FRANCE

Ségolène Royal prône le dialogue sans conditions

Dans un entretien dense accordé à Beur FM, l'ancienne candidate à l'Élysée et présidente de l'association France-Algérie, Ségolène Royal, est revenue longuement sur l'état des relations entre Paris et Alger, entre reprise du dialogue diplomatique, tensions persistantes et enjeux mémoriels.

Elle décrit cette relation comme «inflammable», longtemps entravée par les crispations politiques et les blessures de l'histoire, relevant néanmoins un «frémissement» dans les échanges récents, notamment après le déplacement du ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin à Alger.

Mais elle refuse toute lecture euphorique : «Oui, on peut dire que ça s'améliore», admet-elle, tout en insistant sur la fragilité du processus.

Pour elle, la relance du dialogue ne tient ni au hasard ni aux effets d'annonce, mais à une méthode différente : sortir d'une logique de pression et de conditionnalité. Elle rapporte ainsi un échange avec le ministre de l'Intérieur français, Laurent Nunez, auquel elle aurait conseillé une approche simple : se rendre en Algérie «sans conditions préalables», en respectant la souveraineté de l'interlocuteur.

Une logique que, selon elle, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune aurait lui-même validée en exprimant sa disponibilité à recevoir des ministres français dans un cadre apaisé.

DIPLOMATIE, ÉCONOMIE ET RETARD FRANÇAIS

Ségolène Royal évoque également ses échanges avec des responsables économiques algériens, qui insistent sur la nécessité de passer des intentions aux actes.

Elle raconte une scène qui l'a marquée : la présence en Algérie de délégations économiques venues de pays éloignés, comme la Thaïlande, pour la signature de partenariats concrets, pendant que la France tarde à concrétiser ses engagements. Une inertie qu'elle juge préjudiciable. Autre exemple : les responsables économiques algériens attendraient depuis deux ans une visite du Medef. Pour elle, ce décalage est d'autant plus incompréhensible que les deux pays partagent des liens historiques, linguistiques et humains forts.

DIASPORA ET IDENTITÉ

Sur la question des binationaux et de la diaspora, Ségolène Royal réagit aux propos du président français Emmanuel Macron sur la double appartenance. Elle défend une vision inclusive de l'identité. On peut, selon elle, être pleinement français tout en conservant un lien profond avec l'Algérie ou d'autres pays. Elle critique en parallèle certaines dérives du débat public, où l'immigration est régulièrement associée à la délinquance. Elle plaide pour une meilleure reconnaissance des réussites issues de ces populations, citant notamment la présence de milliers de médecins algériens en Fran-



ce, souvent invisibilisés dans le débat médiatique. L'ancienne ministre insiste aussi sur le potentiel sous-exploité des relations humaines et économiques entre les deux rives de la Méditerranée. Selon elle, les restrictions de visas et les lenteurs administratives françaises poussent une partie de ces talents vers d'autres destinations, comme le Canada, au détriment des intérêts communs franco-algériens.

VERS DES ACTES PLUS CLAIRS

Sur la question mémorielle, Ségolène Royal adopte un ton ferme. Elle estime que la France doit franchir un pas symbolique clair dans la reconnaissance de la colonisa-

tion et de ses conséquences. Elle se prononce explicitement en faveur d'une demande de pardon, qu'elle considère comme un acte politique nécessaire, non comme une posture de contrition.

Elle évoque plusieurs dossiers sensibles : restitution d'archives, mémoire des essais nucléaires dans le Sahara, ou encore traces des violences de la guerre d'Algérie. Elle appelle à sortir des «demi-mots» pour ouvrir un véritable espace de réconciliation.

LE CAS CHRISTOPHE GLEIZES

L'entretien aborde enfin le cas du journaliste français Christophe Gleizes. Ségolène Royal affirme l'avoir rencontré à plusieurs reprises lors de ses déplacements en Algérie, avec autorisation des autorités.

Elle plaide pour une approche discrète et refuse toute instrumentalisation politique du dossier. Selon elle, seule une grâce présidentielle pourrait permettre sa libération, sans faire de ce cas un objet de tension diplomatique. Elle insiste sur le fait que le journaliste lui-même ne souhaite pas être utilisé comme levier dans les relations franco-algériennes. Entre diplomatie prudente, mémoire sensible et enjeux économiques, Ségolène Royal dresse ainsi le portrait d'une relation franco-algérienne en recomposition, encore instable mais porteuse, selon elle, de marges de progrès réelles si le dialogue est maintenu sans surenchère.

Assia M.

CRÉBUS

Quotidien national,
édité par la SARL
CELIGNE Éd. & Com.

DIRECTEUR DE PUBLICATION
SAMIR MEHALLA
celigned@gmail.com
cresusdz@gmail.com
Tél. : 044 40 74 96

DIRECTEUR DE REDACTION
SAID MEKLA

REDACTRICE EN CHEF
ASSIA MEKHENNEF

Rédaction/Administration

MAISON DE LA PRESSE
TAHAR DJAOUT
1, RUE BACHIR ATTAR
1^{er} MAI - ALGER

Marketing : 0770 150719
dp@cresus.dz
Site : www.cresus.dz
R. C. : 15B 0808682- 09/00

Impression : EPE/SPA SIMPRAL
20 rue de la liberté Alger
Tirage : 3000 exemplaires

« Pour votre publicité
s'adresser à : l'Entreprise
Nationale de Communication,
d'Édition et de publicité »

Agence ANEP 01, avenue
pasteur- Alger

Tél : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48/020.05.13.45
020.05.13.77

E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

CONCOURS DE RECRUTEMENT DES ENSEIGNANTS

Les licenciés toujours éligibles

Le ministère de l'Éducation nationale a réaffirmé que les titulaires d'une licence ne sont pas exclus des concours de recrutement. Une clarification qui met fin aux interrogations récentes sur les conditions d'accès au métier d'enseignant. Plus de 61 000 postes sont concernés par la nouvelle opération de recrutement.

Le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Seghir Saâdaoui, a réaffirmé que les titulaires d'une licence n'ont jamais été exclus des concours de recrutement dans le secteur de l'éducation, mettant ainsi fin aux interrogations soulevées ces derniers mois sur les conditions d'accès aux postes d'enseignant.

Dans une réponse écrite adressée au député de l'Assemblée populaire nationale (APN), Harizi Makhfi, le ministre a précisé que le recrutement des enseignants contractuels au titre de l'année 2025 s'est effectué conformément aux textes réglementaires en vigueur.

UN CADRE RÉGLEMENTAIRE PRÉCIS

Le ministre a notamment cité le décret exécutif n° 25-54 du 21 janvier 2025 portant statut particulier des fonction-



naires appartenant aux corps spécifiques de l'éducation nationale, ainsi que l'instruction interministérielle conjointe n°05 du 24 juillet 2025, fixant les modalités de recrutement et de rémunération des enseignants contractuels dans les établissements publics d'enseignement.

Selon ces textes, les conditions de recrutement et les diplômes exigés pour accéder aux différents grades d'enseignement dans les cycles primaire, moyen et secondaire sont clairement définis. La licence demeure ainsi un diplôme pris en compte dans les procédures de recrutement, notamment dans le cadre du dispositif de contractualisation.

LES CONCOURS EXTERNES RELANÇÉS

Le premier responsable du secteur a également rappelé que les candidats peuvent accéder aux postes d'enseignants par voie de concours externe.

Il a évoqué, à ce titre, le concours national lancé le 11 décembre 2025 pour le recrutement d'enseignants dans les

trois cycles d'enseignement, basé sur l'étude des dossiers et des qualifications académiques des candidats.

PLUS DE 61 000 POSTES CONCERNÉS

Dans un courrier ministériel daté du 20 mai dernier, il est indiqué que cette vaste opération de recrutement concerne plus de 61 000 postes, après l'ajout de 16 000 postes budgétaires aux 45 000 initialement prévus.

Le concours, qui marque le retour du recrutement externe après sept années de gel, est actuellement dans sa phase finale. Les résultats devraient être annoncés prochainement, permettant aux candidats retenus de rejoindre leurs postes dès septembre, à l'occasion de la rentrée scolaire 2026-2027.

DIGITALISATION DES PROCÉDURES INÉDITE

Le ministère a également mis en avant la mise en place, pour la première fois, d'une plateforme numérique dédiée au dépôt et au traitement des candidatures. Cette initiative

s'inscrit dans la stratégie de modernisation de l'administration publique et de digitalisation des services gouvernementaux.

RÉPONDRE AU DÉFICIT EN ENSEIGNANTS

Pour les autorités éducatives, le retour du concours national vise principalement à résorber le déficit en personnel enseignant constaté dans plusieurs établissements à travers le pays.

Cette démarche devrait contribuer à améliorer les conditions de scolarisation des élèves et à renforcer la qualité de l'enseignement.

Le ministère rappelle enfin que le secteur a fonctionné durant plusieurs années de manière exceptionnelle en recourant largement au recrutement contractuel, en raison de la suspension des concours externes. Le lancement de cette nouvelle opération marque ainsi une étape importante dans la stabilisation des ressources humaines du système éducatif.

I.Khermane

PARAMÉDICAL ET MAÏEUTIQUE

La procédure d'équivalence passe au tout-numérique

Le ministère de la Santé a annoncé, hier, le lancement officiel d'une nouvelle plateforme numérique dédiée au dépôt et à l'instruction des demandes d'équivalence des diplômes étrangers dans les domaines du paramédical et de la maïeutique. Cette initiative s'inscrit dans le processus de modernisation et de numérisation de l'administration publique.

Selon un communiqué du ministère, cette mesure vise à «améliorer la qualité du service public et à simplifier le traitement des dossiers» dans un secteur particulièrement sensible, marqué par une forte demande de reconnaissance des qualifications obtenues à l'étranger.

La nouvelle plateforme, accessible via le lien <https://equivalence.sante.gov.dz>, permet désormais aux citoyens algériens titulaires de diplômes étrangers dans les spécialités concernées de déposer leurs demandes d'équivalence entièrement en ligne.



Le ministère précise que le dépôt des dossiers se fait exclusivement de manière dématérialisée, avec l'obligation de téléverser l'ensemble des pièces justificatives selon les formats exigés. Il insiste également sur la nécessité de veiller à la clarté et à la lisibilité des documents afin d'éviter

tout rejet ou retard dans le traitement des demandes.

Cette digitalisation ne se limite pas au dépôt des dossiers. Les usagers pourront également suivre en temps réel l'évolution de leurs demandes via la même plateforme, ce qui constitue un changement majeur dans la gestion administrative des équivalences.

La direction de la formation du ministère de la Santé souligne que cette réforme s'inscrit dans une démarche globale de modernisation des services publics, visant à réduire les délais de traitement, renforcer la transparence et alléger les procédures administratives.

Dans son communiqué, le ministère appelle l'ensemble des personnes concernées à adhérer à ce nouveau dispositif, présenté comme une étape supplémentaire dans la transformation numérique du secteur de la santé et l'amélioration de la relation entre l'administration et les citoyens.

ETHIQUE MÉDICALE

Oran accueille les 7es journées internationales

Les 7es journées internationales d'éthique médicale se tiendront les 5 et 6 juin prochains à Oran, avec la participation attendue d'environ 200 participants, ont indiqué les organisateurs.

Cette manifestation scientifique est organisée par l'Observatoire du handicap, de la réadaptation et de l'éthique de la santé (OHRES) du CHU d'Oran, en collaboration avec les services de médecine légale ainsi que de médecine physique et de réadaptation du même établissement hospitalier.

Placée sous le thème

«L'éthique médicale au quotidien : enjeux et bonnes pratiques en santé», cette édition se penchera sur les dilemmes moraux et les responsabilités auxquels sont confrontés les professionnels de la santé dans l'exercice quotidien de leur métier, a précisé à l'APS le Pr Salim Boumeslout, président de l'OHRES, chef de service de médecine légale au CHU d'Oran et président du comité scientifique des journées.

Plusieurs axes de réflexion seront abordés lors de cette rencontre, notamment la compréhension de l'éthique en milieu de santé, les défis de la gouvernance hospitalière et les leviers d'amélioration, ainsi que les fondements de l'éthique médicale et leurs perspectives dans un environnement en constante évolution.

Les discussions porteront également sur les enjeux liés aux avancées technologiques et à leur impact sur la pratique médicale, avec la question de la préservation de l'authenticité humaine face au progrès numérique, ainsi que sur le don d'organes, entre solidarité, autonomie et justice distributive.

Un programme scientifique riche a été élaboré pour ces journées, comprenant plus de 80 communications, dont des conférences, communications libres, e-posters, ateliers et tables rondes, selon les organisateurs.

FORMATION CONTINUE

Ouverture de la plateforme de candidature en ligne



L'Université de la formation continue (UFC) a annoncé, dans un communiqué publié hier, l'ouverture de sa plateforme de préinscription en licence et en master.

Les inscriptions sont ouvertes 24h/24 jusqu'au 13 juin à minuit, pour les bacheliers souhaitant s'inscrire en licence, ainsi que pour les titulaires d'une licence ou d'un diplôme d'ingénieur d'État dans certaines spécialités désireux de poursuivre leurs études en master, précise le communiqué.

Les diplômés de l'UFC des trois dernières promotions sont également concernés par cette opération afin de leur permettre de s'inscrire en vue de la poursuite de leurs études en master, ajoute la même source. Les candidats sont tenus de renseigner l'ensemble des informations requises lors de la procédure de préinscription. Ils peuvent consulter le guide des inscriptions disponible sur le site officiel de l'UFC : <https://preinscriptions.ufc.dz>.

ALGÉRIE-RD CONGO

Nouvel élan dans l'énergie

L'Algérie et la République démocratique du Congo ont signé un accord de coopération dans le domaine des hydrocarbures visant à renforcer le partenariat bilatéral à travers le développement de l'ensemble de la chaîne de valeur énergétique.

Cet accord ouvre la voie à un transfert d'expertise, notamment dans les domaines de l'exploration, de la production et de la formation, avec l'appui de l'expérience algérienne.

Percée africaine pour le savoir-faire algérien. À l'invitation du ministre d'État chargé des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, la ministre d'État, ministre des Hydrocarbures de la République démocratique du Congo, Acacia Bandubola Mbongo, a entamé, hier, une visite de travail en Algérie, à la tête d'une délégation de fonctionnaires et de cadres du ministère des Hydrocarbures et de la Compagnie nationale congolaise des hydrocarbures.

Cette visite, qui s'étalera jusqu'au 3 juin, a débuté au siège du ministère des Hydrocarbures, où la ministre congolaise a été reçue par le ministre d'État, Mohamed Arkab. Les deux parties ont formalisé un accord de coopération dans le domaine des hydrocarbures.

Selon un communiqué du ministère, cet accord vise à établir un cadre institutionnel durable pour le développement de la coopération bilatérale à tous les niveaux de la chaîne de valeur de l'industrie des hydrocarbures, grâce à l'échange d'expériences, de savoir-faire et de bonnes pratiques, ainsi qu'au renforcement de la coopération entre les organismes, institutions et entreprises nationales actives dans ce secteur.

Les domaines de coopération prévus par l'accord comprennent le développement du partenariat dans les domaines de l'exploration et de la production, du développement des gisements de pétrole et de gaz, du raffinage et de la pétrochimie, ainsi



que de la commercialisation et de la distribution des produits pétroliers et du gaz de pétrole liquéfié, en plus des services pétroliers et logistiques liés à l'industrie des hydrocarbures. L'accord prévoit également le renforcement de la coopération dans les domaines du développement des infrastructures énergétiques, du transport de combustibles par pipeline, du stockage, du contrôle et de la surveillance techniques, ainsi que de la gestion des données géologiques et des bases de données relatives aux combustibles, sans oublier l'échange d'expériences dans les domaines de la sécurité industrielle, de la santé, de l'environnement et de la gestion des risques. L'accord englobe également le développement des ressources humaines par le biais de pro-

grammes de formation et de perfectionnement, ainsi que les domaines de la numérisation, de l'innovation, de l'intelligence artificielle et de la recherche et développement.

ACCOMPAGNEMENT ACQUIS

Cet accord vient couronner les discussions bilatérales qui ont réuni les deux parties dans le cadre de cette visite de travail de la ministre d'État, ministre des Hydrocarbures de la République démocratique du Congo. Des discussions qui ont permis de réaffirmer la solidité des relations fraternelles et historiques qui unissent les deux pays et leur engagement commun à élever la coopération bilatérale au rang de partenariat stratégique.

Au cours de ces discussions, Mohamed Arkab a souligné la pleine disponibilité de l'Algérie à accompagner la République démocratique du Congo dans ses efforts visant à développer et à moderniser le secteur des hydrocarbures. Un accompagnement qui s'adosse sur l'expérience acquise par l'Algérie, par l'intermédiaire du groupe Sonatrach et des différentes institutions nationales du secteur, dans les domaines de la recherche, de l'exploration, du développement des gisements, ainsi que de la production, du transport et de la transformation des hydrocarbures.

EN QUÊTE D'EXPERTISE

La délégation congolaise tiendra des réunions de travail avec des représentants du groupe Sonatrach, de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures Alnaft et de l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH). Ces réunions approfondies visent à mieux comprendre l'expérience algérienne en matière de gestion, de structuration et de développement du secteur énergétique et de régulation des marchés. Le programme de la délégation congolaise comprend également des visites de terrain dans plusieurs installations énergétiques majeures et instituts de formation avancée du secteur. Ces visites visent à transférer l'expertise algérienne en matière de formation académique et de développement des industries pétrolières et gazières complexes et à présenter les méthodes de contrôle technique aux différentes étapes de la chaîne de valeur des hydrocarbures, de l'amont à l'aval.

S. Smati

HYDROCARBURES ET ÉLECTRICITÉ

L'offensive africaine de l'Algérie

L'Algérie accélère le déploiement de sa stratégie énergétique sur le continent africain. De l'Égypte au Mozambique, en passant par la Tunisie, la Libye, la Côte d'Ivoire, le Niger, le Tchad, la Mauritanie et la République démocratique du Congo, Alger multiplie les partenariats dans les domaines des hydrocarbures, de l'électricité et des infrastructures énergétiques. Une démarche qui vise à consolider son statut de puissance régionale et à s'imposer comme un acteur incontournable de l'intégration énergétique africaine.

Longtemps centrée sur l'exportation de pétrole et de gaz, la politique énergétique nationale évolue désormais vers un modèle

plus ambitieux, fondé sur l'exportation du savoir-faire algérien, la réalisation de projets structurants et la mise en place de partenariats industriels durables. À travers ses deux champions nationaux, Sonatrach et Sonelgaz, l'Algérie entend transformer son potentiel énergétique en un véritable levier d'influence économique et géopolitique.

UNE PRÉSENCE QUI S'ÉTEND À L'ENSEMBLE DU CONTINENT

L'offensive énergétique algérienne ne se limite pas à quelques marchés ciblés. En Tunisie, Alger accompagne la réalisation d'une centrale électrique à cycle combiné d'une capacité de 1 400 mW et

poursuit son soutien au réseau tunisien à travers des exportations d'électricité.

En Libye, l'Algérie contribue à la sécurisation de l'approvisionnement du marché local en carburants. En Côte d'Ivoire, la coopération s'élargit aux secteurs de l'énergie et des mines. Au Mozambique, des discussions sont engagées autour de la réalisation d'une centrale électrique de 1 000 mW, un projet susceptible de faire de ce pays une plateforme régionale d'exportation d'électricité.

Dans la région du Sahel, Alger renforce également son ancrage.

Au Niger, Sonelgaz participe à la modernisation des infrastructures électriques et accompagne des projets stratégiques liés au

gazoduc transsaharien. Au Tchad, la coopération porte sur la fourniture de gaz de pétrole liquéfié (GPL), la construction de centrales électriques et le transfert de compétences. En Mauritanie, de nouvelles perspectives se dessinent dans les domaines des carburants, de l'électricité et des interconnexions énergétiques.

L'ÉNERGIE COMME VECTEUR D'INTÉGRATION

À travers cette stratégie, l'Algérie cherche à valoriser l'un de ses principaux atouts : son expertise énergétique. Face à une demande africaine en forte croissance et à une concurrence internationale de plus en plus intense pour l'accès aux marchés du

continent, Alger ambitionne de se positionner comme un partenaire fiable et durable. Cette orientation traduit une évolution profonde de la diplomatie économique algérienne. Il ne s'agit plus uniquement d'exporter des hydrocarbures, mais également de proposer des solutions intégrées, de participer à la réalisation d'infrastructures stratégiques et de contribuer à la sécurité énergétique de plusieurs pays africains.

En tissant un réseau de partenariats qui s'étend désormais du Maghreb à l'Afrique australe, l'Algérie confirme sa volonté de faire de l'énergie un instrument de rayonnement régional, mais aussi un levier majeur de son retour en force sur la scène africaine.

PORTS D'ALGER ET D'ORAN

Des véhicules désormais interdits d'accès

Les autorités publiques en Algérie ont décidé de reconduire les mesures organisationnelles adoptées lors de la saison estivale 2025, dans le cadre des préparatifs liés à l'accueil des membres de la diaspora algérienne résidant à l'étranger durant l'été 2026, selon une correspondance de la Direction générale de la marine marchande et des ports adressée aux compagnies de transport maritime de passagers. Pour la saison estivale 2026, les dispositions pré-

voient l'interdiction d'entrée des véhicules neufs de moins de trois ans en provenance de l'étranger via les ports d'Alger et d'Oran, et ce durant la période allant du 15 juin au 15 septembre 2026. Il est également interdit d'embarquer des véhicules utilitaires (fourgons) à bord des navires de transport de passagers dans l'ensemble des ports nationaux. La correspondance précise que cette décision s'inscrit dans le cadre de l'application des instructions des hautes autori-

tés du pays, visant à garantir les meilleures conditions d'accueil de la communauté nationale établie à l'étranger durant la saison estivale. La même source signale que lors de la précédente saison, le non-respect de ces mesures par certaines compagnies a engendré des complications douanières pour plusieurs passagers, en raison d'un manque d'information sur la réglementation en vigueur. Cette situation a également affecté la fluidité de la circulation des véhi-

cules au niveau des terminaux maritimes, rendant nécessaire un rappel strict du respect des dispositions réglementaires. A cet égard, la Direction générale de la marine marchande et des ports a adressé sa correspondance à plusieurs compagnies de transport maritime de passagers, les appelant à veiller à l'application rigoureuse de ces instructions et à mieux informer les passagers afin d'éviter tout désagrément durant la prochaine saison estivale.

CORRIDOR SAHÉLIEN DE L'URANIUM

L'Algérie au centre du jeu régional

Entre recomposition politique au Sahel et enjeux énergétiques mondiaux, l'Algérie pourrait devenir un maillon central du futur corridor d'exportation de l'uranium nigérien.

Le Sahel traverse une profonde recomposition géopolitique, marquée notamment par la volonté du Niger de renforcer son autonomie dans le secteur de l'uranium après la rupture avec la France. Dans ce contexte, l'Algérie apparaît de plus en plus comme un acteur central des nouvelles dynamiques régionales, en particulier sur les plans logistique et stratégique.

Selon la société canadienne Global Atomic, les autorités nigériennes auraient réaffirmé leur soutien au projet d'uranium de Dasa, situé dans la région d'Agadez, ouvrant ainsi la voie à de nouvelles perspectives d'exportation.

Le projet Dasa, détenu à 80 % par Global Atomic et à 20 % par l'État nigérien, n'a pas encore atteint le stade de la production commerciale. Il est toutefois présenté comme l'un des gisements d'uranium les plus prometteurs d'Afrique en raison de sa teneur.

Son développement s'inscrit dans une stratégie plus large du Niger visant à valoriser ses ressources naturelles dans un contexte de repositionnement politique et économique.

LE DÉFI DE L'EXPORTATION DE L'URANIUM

Depuis le changement de régime en 2023, le Niger a profondément modifié ses relations avec la France. Le retrait des forces françaises et la remise en cause des positions historiques de Paris dans le secteur minier ont accéléré la reconfiguration du paysage énergétique nigérien.

La société Orano, acteur historique de



l'uranium au Niger, a été particulièrement impactée, notamment après la révocation de sa licence minière et la nationalisation de certains actifs en 2024.

Malgré son poids dans la production mondiale (environ 6 %), le Niger reste confronté à une contrainte majeure : l'exportation de son uranium. D'importantes quantités de concentré seraient actuellement bloquées à Niamey, illustrant la difficulté de sécuriser des chaînes logistiques fiables dans un pays enclavé.

Le transport de l'uranium, soumis à des normes internationales strictes en matière de sécurité nucléaire, nécessite des infra-

structures spécialisées et des corridors stables, ce qui complique davantage la situation.

L'ALGÉRIE COMME ALTERNATIVE DE TRANSIT

Dans ce contexte, l'hypothèse d'un corridor d'exportation passant par l'Algérie vers la Méditerranée prend une dimension stratégique.

Des discussions évoquées par Global Atomic entre Niamey et Alger pourraient ouvrir la voie à une nouvelle architecture logistique régionale, permettant de contourner les itinéraires traditionnels du

sud, souvent instables ou fermés.

Pour l'Algérie, cette perspective s'inscrit dans une logique de consolidation de son rôle de hub régional reliant le Sahel au bassin méditerranéen, tout en renforçant sa présence économique dans son voisinage sud.

Fidèle à une approche fondée sur la non-ingérence et la coopération, Alger cherche depuis plusieurs années à promouvoir la stabilité régionale.

Son positionnement pourrait lui permettre de jouer un rôle clé dans la sécurisation des flux commerciaux et énergétiques à travers le Sahel, dans un contexte marqué par des tensions sécuritaires persistantes.

UN ENJEU ÉNERGÉTIQUE GLOBAL

Les puissances occidentales, bien que critiques vis-à-vis des autorités nigériennes, restent dépendantes de l'uranium dans un contexte de diversification énergétique.

Dans ce cadre, un corridor sahélien passant par l'Algérie pourrait redessiner les équilibres régionaux et renforcer la position d'Alger comme acteur incontournable entre l'Afrique et l'Europe.

Au-delà des enjeux miniers, cette évolution traduit une transformation plus large du Sahel, devenu un espace central de compétition autour des ressources stratégiques et des corridors d'exportation.

Pour l'Algérie, il s'agit à la fois d'un défi et d'une opportunité : consolider son rôle de puissance régionale stabilisatrice et de carrefour stratégique entre l'Afrique et la Méditerranée.

CRISE ÉNERGÉTIQUE ET ALIMENTAIRE

Le monde sous alerte

Les principaux responsables de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque mondiale et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) tirent la sonnette d'alarme face aux effets de la guerre en cours dans la région. Selon eux, ce conflit perturbe les flux énergétiques mondiaux et fragilise davantage les économies les plus exposées.

Dans une déclaration commune publiée vendredi, à l'issue d'une réunion tenue jeudi dans le

cadre d'un groupe de coordination créé en avril, les dirigeants de ces institutions décrivent une situation de plus en plus tendue. Ils estiment que la guerre entraîne des « effets importants et inégaux » sur l'énergie, l'alimentation et l'activité économique à travers le monde.

Ils rappellent que l'économie mondiale résiste encore, mais pas de la même manière partout. Les pays les plus fragiles, eux, subissent de plein fouet la hausse des prix des carburants et des engrais, l'incertitude qui freine les

investissements et la pression croissante sur l'emploi et les revenus. À cela s'ajoute une inquiétude particulière liée aux engrais, alors que de nombreux pays entrent dans la saison agricole, ce qui pourrait accentuer les difficultés alimentaires, surtout dans les pays importateurs.

Les institutions soulignent également que les stocks mondiaux de pétrole sont aujourd'hui sollicités à un rythme inhabituellement élevé, en raison de la baisse des livraisons passant par le détroit d'Ormuz, un axe straté-

gique pour le transport mondial de pétrole et de gaz. Elles avertissent que si la situation ne se stabilise pas rapidement, la baisse continue des réserves avant la période de forte demande estivale pourrait rendre les marchés encore plus vulnérables et accentuer les risques de tensions sur l'approvisionnement énergétique.

Les responsables expliquent avoir échangé pour mieux comprendre l'ampleur des impacts et identifier les régions les plus touchées, afin de mieux coordonner les aides destinées aux pays en

difficulté. Ils insistent aussi sur la nécessité de renforcer la coopération internationale et de suivre de près l'évolution des chaînes d'approvisionnement, notamment pour les engrais et l'énergie.

Enfin, ces institutions assurent rester mobilisées et attentives aux mesures prises par les gouvernements pour faire face à la crise. Leur objectif, disent-elles, est de mieux anticiper les risques, de partager les bonnes pratiques et de soutenir les pays les plus exposés, dans un contexte mondial qui reste incertain.

PORT D'ANNABA

Mise en service de la zone logistique « El Melaha »

Le port d'Annaba a annoncé, ce samedi, la mise en service de la nouvelle zone extraportuaire sous contrôle douanier « El Melaha », destinée à désengorger les installations portuaires et à améliorer la fluidité du trafic des marchandises. S'étendant sur 2,4 hectares et dotée d'une capacité de 3 000 conte-

neurs, cette plateforme permettra de renforcer les opérations de stockage et de traitement en dehors du port commercial, tout en améliorant l'organisation des flux logistiques. La zone fonctionne en continu et regroupe plusieurs services de contrôle, notamment les Douanes, la répression des

fraudes et les services phytosanitaires et vétérinaires. Équipée d'un scanner de contrôle, de dispositifs de sécurité et de 24 prises pour conteneurs frigorifiques, « El Melaha » vise à moderniser la chaîne logistique et à accompagner la croissance des échanges au niveau du port d'Annaba.

IMPORTATIONS AFRICAINES

Pékin assouplit ses règles commerciales

La Chine a annoncé de nouvelles mesures pour faciliter les importations en provenance d'Afrique, notamment via la modernisation des « canaux verts » et l'application du traitement tarifaire zéro pour les

pays africains partenaires.

Selon le ministère chinois des Affaires étrangères, ces dispositions visent à élargir l'accès des produits africains au marché chinois et à renforcer la coopération bilatérale. À

partir du 20 juillet, les grains de café africains conformes aux normes sanitaires pourront accéder au marché chinois.

Ce produit rejoint ainsi la liste des denrées agricoles bénéficiant d'un accès élargi.

Pékin estime que cette politique ouvre de nouvelles opportunités pour les exportations africaines et souhaite voir davantage de produits du continent entrer sur son marché.

LIGNE MINIÈRE EST

Montée en cadence des travaux

Les travaux s'intensifient sur la ligne ferroviaire minière orientale, notamment sur le tronçon reliant Boucheougouf à Driâa, long de 121 km.

Selon l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires, les opérations de pose des poutres métalliques composites soudées (PRS) ont démarré au niveau du pont n°22, grâce à une technique d'appui provisoire. Cette avancée s'inscrit dans le cadre du suivi rapproché assuré par le directeur général de l'agence, qui effectue des visites régulières sur les différents chantiers et tient des réunions de coordination avec les intervenants du projet. Objectif : accélérer le rythme des travaux et garantir le respect des délais contractuels de ce projet stratégique.

BATNA

Hausse attendue de la production d'abricots

La direction des Services agricoles (DSA) de Batna a annoncé une production prévisionnelle de 229.099 quintaux (qx) d'abricots au cours de la saison agricole 2025-2026 avec un rendement moyen de 74 qx à l'hectare. Dans une déclaration à l'APS, le directeur du secteur, Ahmed Sebki a indiqué que cette saison a enregistré une augmentation de la production estimée à 85.643 quintaux comparativement à la saison précédente durant laquelle une récolte de 143.456 quintaux a été obtenue avec un rendement moyen à l'hectare de 40 qx. Cette hausse est due à plusieurs facteurs dont les précipitations importantes recueillies par la région cette saison et l'intensification des campagnes de sensibilisation au profit des agriculteurs, selon le responsable. La superficie dédiée à la culture de ce fruit à Batna atteint 3.241 hectares, dont 3.084 hectares productifs avec une concentration dans la daïra d'Ouled Si Slimane avec 1.386 hectares (1.318 hectares productifs) devant produire 105.440 quintaux, a ajouté M. Sebki. Les daïras de N'gaous, Ain Touta et Menaa figurent également parmi les régions productrices d'abricots, selon la même source. La culture de l'abricot occupe à Batna la deuxième position dans la filière agricole des rosacées et la troisième dans la filière arboricole après l'olivier et le pommier et occupe 14 % de la superficie globale consacrée à l'arboriculture fruitière, a rappelé le directeur des Services agricoles, qui a indiqué que les variétés d'abricot cultivées dans la wilaya sont Louzi (90 % des terres), Canino (6%), Paviot (3 %) et Rose Menaâ (1 %).

AEP À GUELMA

Plusieurs canalisations rénovées

Pas de moins de 26 km de canalisations du réseau d'approvisionnement en eau potable ont été rénovés dans plusieurs quartiers du chef-lieu de la wilaya de Guelma, a-t-on appris, auprès du directeur de l'Hydraulique, Abdelhamid Azza. Le responsable a déclaré, à l'APS, que cette opération, qui s'inscrit dans le cadre du programme sectoriel, a concerné le réseau de distribution des quartiers du secteur 7 de la commune de Guelma. Les habitants des cités ciblées sont désormais approvisionnés en eau quotidiennement, selon la même source, qui a indiqué que les cités concernées par cette opération de rénovation des canalisations sont connues pour leur forte densité urbaine, à l'instar des cités «19 juin», «8 mars», «1.000 lots» et «place de la résistance». Ce projet s'inscrit dans le cadre des efforts visant à renforcer le réseau d'approvisionnement en eau potable, à assurer un approvisionnement régulier des citoyens en eau, à éliminer les fuites et récupérer les grandes quantités d'eau perdue, a ajouté le responsable. Selon la même source, un autre projet retenu au titre du programme central est en cours de réalisation et cible la rénovation de 46 km de canalisations du réseau de distribution d'eau au niveau de 11 quartiers du secteur 5 du chef-lieu de wilaya.

BEJAÏA

15 établissements scolaires pour la rentrée

La prochaine rentrée scolaire sera marquée entre autres par la réception de 10 écoles primaires, 3 lycées et 2 établissements d'enseignement moyen (CEM).

Le secteur de l'éducation dans la wilaya de Bejaïa sera renforcé par une quinzaine d'établissements scolaires, ainsi que de plusieurs autres équipements, en prévision de la rentrée scolaire 2026/2027, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Selon ces services, la prochaine rentrée scolaire sera marquée par la réception de 10 écoles primaires, 3 lycées et 2 établissements d'enseignement moyen (CEM), en plus de 85 salles de classes, dont 75 destinées au cycle primaire et 10 autres au cycle moyen. Le secteur de l'éducation sera également doté de 12 cantines scolaires, dont une en demi-pension destinée à un établissement de cycle moyen, 7 nouvelles salles de sports pour le secondaire, ainsi que d'une unité de dépistage et de suivi



(UDS), a ajouté la même source. Ces nouvelles structures vont s'ajouter aux 15 établissements scolaires, dont 8 écoles primaires, 4 CEM et 3 lycées, déjà réceptionnés durant la rentrée scolaire 2025/2026, ainsi que les 58 salles de classe et 14 cantines scolaires, a-t-on rappelé. Outre les structures qui seront fonctionnelles à la prochaine rentrée scolaire, plusieurs autres établissements éducatifs

sont actuellement en cours de réalisation, dont 6 lycées, 7 CEM, 12 unités de soins (UDS), 12 salles de sports, 12 classes d'extension et 3 demi-pensions pour une enveloppe financière estimée à près de 5 milliards DA, a ajouté la même source. Pour le cycle primaire, neuf (9) groupes scolaires et 12 classes d'extension, relevant du programme géré par la direction des équipements publics

(DEP), sont en cours de réalisation pour un montant de plus de 1,6 milliards DA, d'après les services de la wilaya. Un autre programme, pris en charge par les assemblées populaires communales (APC) porte sur la réalisation de 9 autres groupes scolaires et 34 salles d'extension. Il est en cours de réalisation pour une enveloppe estimée à près de 1,3 milliards DA.

ILLIZI

Une nouvelle structure de formation professionnelle à Belbachir

Une section détachée de la formation professionnelle a été ouverte au quartier Belbachir, wilaya d'illizi, dans le cadre du rapprochement des installations de la formation des concentrations d'habitants, a-t-on appris samedi de la Direction de wilaya de la Formation et de l'Enseignement professionnels (DFEP). L'ouverture de cette structure de formation, qui intervient dans le cadre des programmes financés par la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales, vise à prendre en charge les besoins en formation des différentes catégories de la société, notamment la femme au foyer, et ce, à travers des spécia-

lités de formation répondant aux besoins de la région, a indiqué à l'APS le directeur du secteur, Youcef Hamdani. Cette section détachée renferme plusieurs ateliers professionnels dans les domaines de la couture, la pâtisserie et la coiffure, des spécialités destinées principalement à la femme au foyer, de sorte à lui permettre d'acquérir des compétences et, ainsi, une insertion dans la vie socioprofessionnelle, a-t-il expliqué. Selon Hamdani, l'ouverture d'autres sections détachées de la formation professionnelle est projetée dans les zones de Fadhroune et Ain El-Kours, afin d'élargir le réseau du secteur et permettre à un plus

grand nombre de jeunes de bénéficier d'une formation.



BLIDA

Plusieurs projets lancés à Chebli

Les travaux de réalisation de plusieurs projets de développement inscrits dans le cadre de différents programmes ont été dernièrement lancés dans la commune de Chebli, wilaya de Blida, a-t-on appris auprès des responsables de la commune. Selon le président de cette collectivité locale, Rafik Mehnaoui, ces projets inscrits au titre de l'année 2026, visent notamment à renforcer les infrastructures éducatives et sportives, ainsi qu'à aménager les routes et les réseaux vitaux à travers différents quartiers de la commune. Il s'agit notamment de la réalisation, dans le cadre du programme de soutien au développement économique et social des communes, de projets d'extension des établis-

sements éducatifs, à travers la construction de deux classes supplémentaires à l'école primaire «Reguigui Ahmed» du centre de Chebli et de deux autres classes à l'école primaire «Frères Mansouri» de Maâsouma. A cela s'ajoute le bitumage de la route communale reliant Mbakhnet et Khedham à la RN61 et la réalisation de routes à Sidi Youcef, dans la région de Khedham, en plus d'un projet de renouvellement du réseau d'assainissement à travers la commune. La commune de Chebli a également bénéficié, dans le cadre des projets du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales, d'une opération portant sur la réalisation de trois classes d'extension à l'école primaire

«Benkina Boualem», ainsi que d'une autre relative à l'aménagement des quartiers Aïda et Midak du centre de Benramdane. S'agissant du programme sectoriel, les travaux de réalisation de plusieurs opérations de développement se poursuivent, notamment le projet d'aménagement du quartier d'habitat évolutif du centre de Maâsouma et la réalisation de quatre classes au centre de Khedham, en plus du projet de réalisation d'un nouveau lycée au centre de Chebli. Le programme sectoriel comprend également la réalisation d'une salle omnisports au centre de Chebli ainsi que l'aménagement urbain du lotissement Bouzra, selon la même responsable.

PRISE EN CHARGE DU CANCER

Dynamique soutenue dans les wilayas de l'Ouest

Les wilayas de l'Ouest et du Sud-ouest du pays connaissent, ces dernières années, une dynamique soutenue visant à renforcer les structures de prise en charge des patients atteints de cancer, dans le cadre de la politique nationale destinée à améliorer les conditions de traitement et à rapprocher les services de santé spécialisés des citoyens, tout en les renforçant par des équipements modernes et des ressources humaines spécialisées.

Ainsi, la wilaya de Bechar a consolidé sa position en tant que pôle régional et national dans le domaine de la lutte contre le cancer, grâce au centre de lutte contre le cancer mis en service en 2019 et s'étendant sur une superficie de sept hectares. Cette infrastructure sanitaire offre des prestations intégrées comprenant la radiothérapie, la chirurgie et l'hématologie, en plus de l'imagerie par résonance magnétique, de la mammographie et de la médecine nucléaire. Le centre dispose également d'un service spécialisé en oncologie pédiatrique, considéré comme le troisième au niveau national après Alger et Oran, avec une capacité d'accueil de 90 patients, en plus de laboratoires, d'une pharmacie, d'une unité de préparation des médicaments et d'un système d'hôpital de jour. Il comprend aussi trois blocs chirurgicaux hautement équipés, ainsi qu'un service de scintigraphie, renforçant ainsi les capacités de diagnostic et de traitement au profit des patients du Sud-Ouest du pays. Dans la wilaya de Tiaret, une partie du centre régional de

traitement du cancer a été inaugurée au cours du mois d'avril dernier. Cette structure comprend un service spécialisé en oncologie doté de 60 lits, encadré par trois médecins spécialistes en chimiothérapie et un quatrième en radiothérapie, ainsi que des équipes médicales et paramédicales. Il est également prévu de renforcer ce centre par trois nouveaux accélérateurs linéaires afin d'améliorer les prestations de radiothérapie au profit des patients de la wilaya et des régions avoisinantes.

PRESTATIONS AMÉLIORÉES

De son côté, la wilaya d'Aïn Temouchent dispose de trois unités de traitement des cancers réparties entre l'établissement public hospitalier «Docteur Benzerdjeb» d'Aïn Temouchent et les hôpitaux d'El Amria et de Beni Saf. Ces structures prennent en charge plus d'un millier de patients, contribuant ainsi à réduire les déplacements vers d'autres wilayas. Ces unités sont supervisées par 16 médecins spécialistes en oncologie, appuyés par des équipes paramédicales qualifiées. Une nouvelle unité



devrait également être créée à l'hôpital de Hammam Bouhadjar, afin d'élargir le réseau de prise en charge et d'améliorer la qualité des services de santé offerts aux patients. Quant à la wilaya de Nâama, elle dispose de deux unités de chimiothérapie et d'oncologie au niveau des hôpitaux «Les Frères Chenafa» de Mecheria et

«Mohamed Boudiaf» d'Aïn Sefra, encadrées par quatre médecins spécialistes en oncologie et en hématologie, soutenus par des équipes paramédicales et des psychologues. Dans la wilaya d'El Bayadh, l'unité de lutte contre le cancer relevant de l'établissement public hospitalier «Mohamed Boudiaf», dotée de 20 lits,

poursuit depuis son ouverture en 2014 ses efforts de prise en charge des patients, avec plus de 55 consultations et suivis médicaux quotidiens comprenant des examens spécialisés et des séances de chimiothérapie.

Cette unité assure également des services de diagnostic par radiologie, mammographie, scanner et analyses médicales, en plus d'être dotée d'une ambulance équipée pour le transport des patients. Par ailleurs, la wilaya d'El Abiodh Sidi Cheikh devrait prochainement bénéficier d'une unité spécialisée dans le traitement du cancer, suite à sa promotion au rang de wilaya de plein exercice.

Ces projets s'inscrivent dans le cadre de la stratégie nationale visant à développer le réseau de prise en charge des malades atteints de cancer à travers les différentes wilayas du pays, à travers le renforcement des structures sanitaires spécialisées, la mise à disposition d'équipements modernes et le soutien des ressources humaines, afin d'assurer une amélioration de la qualité des services de santé et un rapprochement des soins des patients.

PLUSIEURS TRAVERSÉES MODIFIÉES, FUSIONNÉES OU REPORTÉES

Algérie Ferries modifie son programme estival

À peine entamé, le programme estival de la compagnie maritime nationale de transport de voyageurs, Algérie Ferries, vient d'être modifié. Plusieurs traversées prévues en juin sont concernées par les changements. Dans un communiqué, Algérie Ferries a annoncé une série de modifications de son programme de traversées pour le mois de juin sur les lignes desservant la France et l'Espagne. En France, la traversée Marseille-Oran, initialement prévue le mardi 2 juin, a été reportée au jeudi 4 juin à 16h00. La rotation Skikda-Marseille, prévue initialement le vendredi 5 juin, est avancée au mercredi 3 juin à 13h00. La compagnie maritime nationale algérienne a également annoncé la fusion de deux traversées au départ du port de Marseille vers Alger. Il s'agit des traversées Marseille-Alger du mercredi 3 juin et du samedi 6 juin, qui seront opérées sur le même itinéraire le dimanche 7 juin à 12h00. La traversée Alger-Marseille prévue initialement pour le jeudi 4 juin, est reportée au lundi 8 juin à 12h00.

De même, la rotation Skikda-Marseille prévue initialement le vendredi 12 juin, est avancée au mercredi 10 juin à partir de 15h00. Sur le réseau Espagne-Algérie, Algérie Ferries a apporté des changements sur deux traversées, avec deux reports et un changement de port de départ. La traversée Alger-Alicante prévue initialement le jeudi 11 juin, est reportée au vendredi 12 juin et elle sera opérée sur la ligne Oran-Alicante. Les voyageurs concernés sont donc tenus de se déplacer jusqu'à Oran pour embarquer. Enfin, la traversée Alicante-Oran, initialement prévue le vendredi 12 juin, est reportée au lendemain, samedi 13 juin à partir de 19h00.

POUR LES SERVICES FOURNIS AUX PÈLERINS

L'Algérie remporte le prix de bronze Labaytum

L'Algérie a remporté, vendredi à La Mecque, le prix de bronze Labaytum, décerné par le ministère saoudien du hadj et de la omra, en reconnaissance des efforts des missions dans la prestation des meilleurs services aux pèlerins durant la saison du hadj 2026. La cérémonie de distinction s'est déroulée lors de l'événement Khetamouhou Misk, organisé à l'occasion de la clôture de la saison du hadj. Le prix a été attribué à l'Algérie «en reconnaissance de ses efforts dans l'organisation et la prestation des services liés

aux rites du hadj de manière exemplaire», selon des critères incluant «la documentation des procédures, les contrats d'hébergement et de restauration, les moyens de transport internes et externes, ainsi que le respect des normes opérationnelles», selon les explications fournies. A cette occasion, le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi, a déclaré que «cette distinction constitue une source de fierté pour l'Algérie», soulignant que «le pays est désormais, grâce aux efforts de l'ensemble des

membres de la mission, régulièrement présent sur les podiums de distinction et remporte des prix pour la troisième année consécutive».

Cette distinction a été possible grâce à l'attention particulière accordée par les pouvoirs publics, aux pèlerins algériens, et son souci permanent d'assurer tous les moyens nécessaires pour faciliter l'accomplissement de leurs rites dans les meilleures conditions, a-t-il ajouté. Belmehdi a salué également les efforts des membres de la mission, ayant contribué à «réflé-

ter une image honorable de l'Algérie et à apporter de la joie aux pèlerins algériens à travers cette consécration», tout en félicitant les pèlerins algériens pour l'accomplissement de leurs rites et en leur souhaitant un Hadj béni. Le ministre a, par ailleurs, exprimé ses remerciements aux autorités saoudiennes pour leur coopération et coordination fructueuses ayant contribué au succès de la saison du hadj, formant le vœu de voir l'Algérie poursuivre ses réalisations dans les différents domaines.

PROMOTION DES PRODUITS LOCAUX

Le consulat de France en Algérie organise un marché

Le Consulat général de France à Annaba et Constantine organise, le samedi 6 juin, une nouvelle édition de son marché des producteurs locaux. Prévu toute la journée au sein du Consulat, l'événement réunira des artisans, des visiteurs et autres amateurs de créations locales, avec restauration et animation musicale au programme. Dans un rappel publié vendredi 30 mai, le Consulat général de France à Annaba et Constantine invite le public à participer à ce mar-

ché ouvert aux familles. «Le Consulat général de France à Annaba et Constantine vous attend nombreux samedi 6 juin au marché artisanal !», indique la publication, qui promet une journée placée sous le signe de la découverte. Les visiteurs pourront ainsi parcourir les différents stands et «découvrir de magnifiques créations artisanales et dénicher des pièces uniques». La restauration sur place sera également disponible tout au long de la journée, permettant

ainsi aux participants de profiter pleinement du marché sans avoir à quitter l'enceinte du Consulat. Le rendez-vous se déroule au siège du Consulat, avec une entrée prévue du côté de la rue Che Guevara, selon les informations de l'institution. Pour clôturer la journée dans une atmosphère festive, les organisateurs ont prévu une animation musicale. Le Consulat annonce d'ailleurs que cheikh Kaki Annaba viendra rythmer les dernières heures de ce marché dédié à

l'artisanat. Les personnes souhaitant participer devront toutefois respecter certaines formalités. Le Consulat rappelle qu'une inscription obligatoire est exigée avant le mardi 2 juin : il est précisé qu'un formulaire d'inscription par personne doit être rempli sur le site indiqué. Enfin, l'accès au consulat sera soumis à la présentation d'un document officiel. L'institution insiste sur la «présentation d'une pièce d'identité obligatoire» à l'entrée.

ÉTATS-UNIS-IRAN

Les négociations au point mort

Donald Trump a annoncé la levée du blocus maritime imposé à l'Iran. Une déclaration accueillie avec prudence à Téhéran.

Le conflit opposant les États-Unis, entité sioniste et l'Iran continue de provoquer des tensions régionales au 92^e jour des hostilités. Alors que les discussions autour d'un éventuel accord entre Washington et Téhéran semblent dans l'impasse, de nouveaux développements diplomatiques, économiques et militaires témoignent de la persistance des divergences entre les parties concernées.

Selon un responsable de l'administration américaine cité par le New York Times, Donald Trump n'a toujours pas arrêté sa position concernant un éventuel nouvel accord avec l'Iran. La question des avoirs iraniens gelés à l'étranger demeure l'un des principaux points de blocage des négociations, compliquant toute perspective de rapprochement à court terme.

LA LEVÉE DU BLOCUS ACCUEILLIE AVEC PRUDENCE

Dans ce contexte, Donald Trump a annoncé la levée du blocus maritime imposé à l'Iran. Une déclaration accueillie avec prudence à Téhéran. Le ministère iranien des Affaires étrangères a indiqué attendre des mesures concrètes avant de se prononcer, soulignant que les autorités iraniennes souhaitent vérifier la réalité de cette décision et son application effective.

La méfiance reste de mise au sein des responsables iraniens. Mohsen Rezaï, conseiller du Guide suprême, a accusé le président américain de «trahir la diplomatie pour la troisième fois», estimant que



Washington poursuit en réalité sa politique de pression à travers le maintien de certaines restrictions et des exigences jugées excessives par Téhéran.

Parallèlement, le département américain du Trésor a annoncé la saisie d'actifs en crypto-monnaies liés à l'Iran pour une valeur estimée à un milliard de dollars. De nouvelles sanctions ont également été imposées à plusieurs individus et entités iraniennes dans le cadre des mesures américaines de lutte contre le terrorisme. Cette décision confirme la volonté de Washington de maintenir une pression économique importante sur la République islamique malgré les discussions en cours.

Sur le front régional, le secrétaire d'État

américain Marco Rubio s'est entretenu avec le président libanais Joseph Aoun. Les discussions ont porté sur la situation sécuritaire au Liban ainsi que sur les efforts visant à réduire les tensions à la frontière sud. Le chef de la diplomatie américaine a salué la volonté du président libanais de poursuivre des négociations directes avec l'entité sioniste.

Marco Rubio a également appelé à un arrêt immédiat des attaques du Hezbollah, affirmant que ce mouvement portait la responsabilité de la poursuite des affrontements. Selon Washington, une cessation des hostilités constituerait une étape essentielle vers une désescalade durable dans la région.

NOUVELLE MONTÉE DES TENSIONS À LA FRONTIÈRE

Dans le même temps, l'armée sioniste a ordonné l'évacuation de cinq villages du sud du Liban, invitant les habitants à rejoindre les zones situées au nord du fleuve Zahran. Cette mesure intervient alors que les échanges de tirs se poursuivent le long de la frontière.

Les forces sionistes ont en outre signalé le lancement de plusieurs roquettes depuis le territoire libanais. L'une d'entre elles serait tombée dans la ville de Kiryat Shmona, illustrant la fragilité de la situation sécuritaire et le risque d'un élargissement du conflit à l'ensemble du front nord de l'entité sioniste.

Ces derniers développements interviennent dans un contexte marqué par une forte activité diplomatique internationale visant à empêcher une extension du conflit à d'autres pays de la région. Plusieurs capitales occidentales et arabes multiplient les contacts avec les différentes parties afin de favoriser une reprise du dialogue et d'éviter une dégradation supplémentaire de la situation sécuritaire. Malgré ces efforts, les opérations militaires, les sanctions économiques et les échanges d'accusations continuent d'alimenter un climat d'incertitude. Les observateurs estiment que l'évolution des négociations entre Washington et Téhéran ainsi que la situation sur le front libanais pourraient constituer des facteurs déterminants pour l'avenir de la crise au Moyen-Orient.

R.I/agences

CESSEZ-LE-FEU À GHAZA

L'Égypte tente de sauver les négociations

Avant l'expiration des délais prévus pour la poursuite des discussions sur l'avenir du cessez-le-feu dans la bande de Gaza, l'Égypte redouble d'efforts pour empêcher l'effondrement du processus de négociation. Le Caire a officiellement invité la délégation négociatrice du Hamas, conduite par Khalil al-Hayya, à se rendre dans la capitale égyptienne afin de reprendre les pourparlers relatifs à la deuxième phase de l'accord conclu en octobre dernier.

Selon des sources proches de la médiation égyptienne, des contacts intensifs sont actuellement menés avec les différentes parties impliquées afin d'organiser une nouvelle série de ren-

contres avant la fin de la semaine. Ces démarches interviennent dans un contexte marqué par une recrudescence des tensions sur le terrain, à la suite des récentes opérations militaires sionistes dans la bande de Gaza et des déclarations du Premier ministre sioniste Benjamin Netanyahu concernant une extension du contrôle sioniste sur une grande partie du territoire palestinien.

Les autorités égyptiennes ont multiplié les consultations avec les médiateurs qatariens et turcs, ainsi qu'avec des responsables de l'administration américaine. L'objectif est de remettre les négociations sur les rails et d'éviter une rupture définitive du dialogue. Dans ce cadre, Le Caire aurait pré-

paré une version amendée de sa proposition de médiation, intégrant de nouvelles dispositions destinées à rapprocher les positions des parties concernées.

Des responsables impliqués dans les efforts diplomatiques estiment que les récentes prises de position sionistes sont influencées par des considérations politiques internes. Ils considèrent que l'escalade militaire et les déclarations relatives à l'avenir de Gaza compliquent davantage les perspectives d'un règlement négocié.

Parallèlement, l'Égypte a adressé des messages de mise en garde aux autorités sionistes concernant toute initiative susceptible d'encourager le déplacement

des habitants de Gaza vers l'extérieur de l'enclave, notamment en direction du poste-frontière de Rafah. Le Caire a également exprimé son opposition aux déclarations du ministre sioniste de la Défense, Israël Katz, évoquant un projet de «migration volontaire» des Palestiniens de Gaza.

Selon des sources diplomatiques, l'Égypte a également sollicité l'intervention de l'administration américaine afin qu'elle exerce son influence pour limiter les risques d'escalade et préserver les acquis du cessez-le-feu conclu l'an dernier.

Du côté palestinien, des responsables du Hamas ont confirmé avoir reçu des messages égypt-

tiens appelant à la retenue et à la poursuite des négociations. Le mouvement estime qu'une rencontre pourrait être organisée au Caire dans les prochains jours afin de discuter des mécanismes permettant de sauver l'accord.

Le Hamas a toutefois averti que le cessez-le-feu se trouvait dans une situation critique. Dans un communiqué, le mouvement a appelé les États-Unis et les pays garants de l'accord à intervenir rapidement pour faire respecter les engagements pris par l'entité sioniste. Il a également dénoncé l'intensification des frappes aériennes sionistes et mis en garde contre les conséquences d'un effondrement des négociations.

CHUTE D'UN DRONE EN ROUMANIE

Poutine conteste toute implication russe

L'incident survenu en Roumanie après la chute d'un drone attribué par Bucarest à la Russie a provoqué une vive réaction diplomatique et ravivé les inquiétudes liées à une possible extension du conflit ukrainien vers les pays membres de l'OTAN. Moscou conteste toutefois toute certitude sur l'origine de l'appareil, tandis que les autorités roumaines dénoncent une violation de leur espace aérien.

Selon le ministère roumain de la Défense, un drone s'est écrasé sur un immeuble résidentiel à Galați, près de la frontière

ukrainienne, provoquant un incendie et faisant deux blessés, un adolescent de 14 ans et une femme de 53 ans. Bucarest affirme que l'appareil a pénétré son espace aérien lors d'attaques russes visant des infrastructures ukrainiennes proches de la frontière.

La Roumanie a qualifié l'incident d'«escalade grave et irresponsable» et a informé ses alliés de l'OTAN, tout en demandant un renforcement urgent de ses capacités de défense antidrones face à la multiplication de ces menaces sur le flanc oriental de l'Alliance.

De son côté, Vladimir Poutine a rejeté toute conclusion hâtive, affirmant qu'il est impossible d'identifier l'origine d'un drone sans expertise technique. Il a assuré que la Russie ne menace pas les pays européens et accusé l'Occident d'utiliser ces incidents pour justifier ses dépenses militaires.

Sur le plan diplomatique, Bucarest a convoqué l'ambassadeur russe et expulsé le consul général de Russie à Constanța. Moscou a promis une réponse, accentuant la tension entre les deux pays.

L'OTAN, par la voix de Mark Rutte, a

dénoncé un comportement «imprudent» et jugé ces événements dangereux pour la sécurité collective. Une possible activation de l'article 4 est évoquée, permettant des consultations urgentes entre alliés.

L'Union européenne a également condamné l'incident, appelant à renforcer la défense sur le flanc est et à soutenir l'Ukraine. Dans un contexte de guerre intensifiée, l'affaire de Galați illustre les risques croissants de débordement du conflit au-delà des frontières ukrainiennes et la fragilité sécuritaire en Europe de l'Est.

MONDIAL 2026

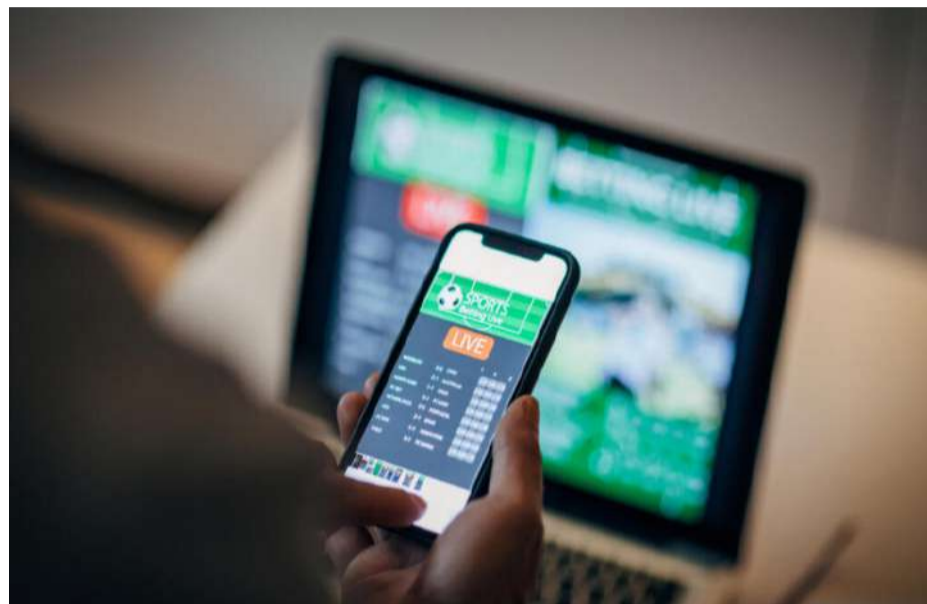
Boom historique des paris sportifs

Avec un format élargi et davantage de matches, le Mondial 2026 devrait générer une explosion des mises, estimée à +71% par rapport à 2022, selon des projections du cabinet H2 Gambling Capital.

« **C'**est le jackpot, messieurs-dames ! » Avec davantage d'équipes, plus de matches et de nouveaux marchés, la Coupe du monde 2026 s'annonce comme un événement majeur pour l'industrie des paris sportifs, avec des dizaines de milliards de dollars en jeu.

Organisée du 11 juin au 19 juillet en Amérique du Nord, la compétition figure parmi les événements sportifs les plus suivis au monde, aux côtés des Jeux olympiques.

Selon le cabinet britannique H2 Gambling Capital, spécialisé dans les paris et les jeux, les mises pourraient progresser de



71% par rapport à 2022 au Qatar et de 185% par rapport à 2018 en Russie, pour atteindre environ 60 milliards de dollars. Ces estimations concernent uniquement les marchés légaux et n'incluent pas les circuits illégaux ou non régulés.

Cette forte croissance s'explique par l'expansion des plateformes de paris en ligne, l'élargissement des marchés régulés — notamment avec l'entrée du Brésil en 2025 — ainsi que par le nouveau format du tournoi, qui passe à 48 équipes et 104 matches, contre 32 équipes et 64 rencontres auparavant.

Les analystes soulignent également que les plateformes de prédiction comme Polymarket, bien que de plus en plus populaires, notamment aux États-Unis, devraient avoir un impact limité sur le volume global des mises lors du Mondial.

Dans ce contexte, la FIFA a récemment conclu un partenariat avec la plateforme ADI Predictstreet afin de proposer des expériences de prédiction interactives.

Au-delà des chiffres, la Coupe du monde constitue un levier stratégique d'acquisition pour les opérateurs. D'après une étude Paysafe, 60% des supporters envisagent de parier en ligne pendant la compétition, et 19% pourraient effectuer leur premier pari en ligne à cette occasion.

Les opérateurs, comme Betclix, anticipent une forte hausse de leur activité, avec

jusqu'à un million de nouveaux joueurs actifs attendus sur leurs marchés. En France, le secteur des paris sportifs en ligne a enregistré une croissance de 10,4% en 2025, atteignant 1,77 milliard d'euros de produit brut des jeux (PBJ).

Le PMU, de son côté, mise également sur cet événement. Son directeur général, Cyrille Giraudat, évoque un double enjeu : le développement du pari sportif et l'élargissement de la base de parieurs vers les paris hippiques, activité historique de l'opérateur.

À ce jour, environ 30% des parieurs sportifs du PMU découvrent également les paris hippiques, selon la direction de l'entreprise. Sur le plan réglementaire, l'Autorité nationale des jeux (ANJ) a récemment appelé les opérateurs à modérer leurs campagnes publicitaires, face à la forte hausse des investissements marketing liés à la Coupe du monde.

La concurrence devrait par ailleurs s'intensifier avec l'arrivée de Bet365 sur le marché français, qui rejoint les opérateurs déjà agréés.

Enfin, les performances des grandes sélections pourraient fortement influencer les volumes de mises. Lors du Mondial 2022, l'équipe de France avait représenté 29% des mises sur les rencontres qu'elle a disputées, illustrant l'impact direct des parcours sportifs sur l'activité des paris

●EGYPTE

AVEC MOHAMED SALAH EN LEADER

La superstar Mohamed Salah et l'attaquant de Manchester City Omar Marmoush seront les principales armes de l'Égypte lors de la Coupe du monde 2026 en Amérique du Nord.



Mohamed Salah, ancien ailier vedette de Liverpool, sera le capitaine des Pharaons pour le Mondial, a annoncé samedi le sélectionneur Hossam Hassan. La liste ne réserve que peu de surprises, à l'exception de la présence du jeune attaquant prometteur Hamza Abdel Karim. Âgé de 18 ans, il est prêté par Al Ahly à l'Atlético de Barcelone, l'équipe réserve du club catalan.

L'attaquant de Manchester City, Omar Marmoush, auteur de huit buts en 36 apparitions cette saison, devrait conduire le secteur offensif égyptien durant le tournoi. L'Égypte débutera sa campagne le 15 juin à Seattle face à la Belgique, dans le groupe G, qui comprend également la Nouvelle-Zélande et l'Iran. Les Pharaons disputeront leur dernier match de préparation le 6 juin dans l'Ohio contre le Brésil.

●PAYS-BAS

RONALD KOEMAN JUSTIFIE SES CHOIX

Ronald Koeman a expliqué l'absence de Kees Smit de la liste des Pays-Bas pour la Coupe du monde 2026, assumant un « choix difficile » au profit de l'expérience.

Le sélectionneur des Oranje a préféré rappeler Marten de Roon, de retour en sélection, notamment pour son vécu des grandes compétitions, malgré l'émergence de Smit, apparu en équipe nationale en mars. « Pour une phase finale, on privilégie des joueurs qui connaissent ce niveau », a expliqué Koeman, évoquant aussi la nécessité de respecter une hiérarchie et des rôles bien définis dans le groupe.

●IRAN

L'EXCLUSION DE SARDAR AZMOUN FAIT POLÉMIQUE

La non-sélection de Sardar Azmoun pour la Coupe du monde 2026 suscite une vive controverse en Iran. Troisième meilleur buteur de l'histoire de la sélection (57 buts en 91 capes), l'attaquant de 31 ans devrait manquer le Mondial, une décision qui divise fortement l'opinion publique.

Évoluant désormais aux Émirats arabes unis après des passages au Bayer Leverkusen et à l'AS Rome, Azmoun fait l'objet de critiques dans la presse iranienne, notamment après une publication sur les réseaux sociaux jugée controversée. Certains médias estiment qu'il s'agit d'un choix politique déguisé en décision sportive.

Alors que le sélectionneur évoque des raisons techniques, plusieurs observateurs contestent cette version, soulignant que d'autres joueurs évoluant dans le même championnat ont été



appelés malgré des statistiques inférieures. Cette polémique rappelle celle du Mondial-2022, où sa situation avait déjà suscité des tensions autour de ses prises de position sur les réseaux sociaux. Sa dernière apparition en sélection remonte à mars 2025, lors d'un match de qualification face à l'Ouzbékistan. En dépit de cette exclusion, l'équipe nationale d'Iran a remporté, vendredi, un match amical 3-1 contre la Gambie en Turquie.

●FC BARCELONE

ANTHONY GORDON DÉBARQUE POUR 80 M€

Anthony Gordon est officiellement un joueur du FC Barcelone. L'attaquant arrive en provenance de Newcastle United pour plus de 80 millions d'euros et devient la première recrue estivale de Hansi Flick.

Le transfert a été confirmé par le club catalan, avec un contrat de cinq saisons à la clé.

Présenté devant la presse, il a impressionné par son aisance en espagnol : « Je n'ai pas appris l'espagnol pour rien, je savais que je jouerais pour le Barça », a-t-il déclaré.

Le joueur dit avoir été convaincu après un échange positif avec Hansi Flick et se dit prêt à relever le défi. Il cite également Frenkie de Jong parmi les joueurs qui l'ont marqué lors de ses confrontations en Ligue des champions.

Par ailleurs, le FC Barcelone travaillerait sur l'arrivée de Bernardo Silva, en fin de contrat avec Manchester City, et proche d'un accord avec le club catalan.

●FC PORTO

FIN DE PRÊT POUR SEKO FOFANA

Nouveau retour à l'envoyeur. Après Terem Moffi la semaine dernière, c'est au tour de Seko Fofana de voir son passage au FC Porto prendre fin ce vendredi. Le club portugais a officialisé le départ de l'international ivoirien, prêté par le Stade Rennais depuis février.

Écarté des plans de Habib Beye avant son départ, Seko Fofana s'est relancé chez les Lusitaniens. Il a disputé 18 matches, inscrit 3 buts et délivré une passe décisive, contribuant au sacre de champion du Portugal.

Le milieu de terrain retrouvera donc Rennes à l'intersaison. Les dirigeants bretons devront faire le point avec le joueur à son retour de la Coupe du monde, qu'il disputera avec la Côte d'Ivoire.

●BRÉSIL

CASEMIRO AGACÉ PAR LA QUESTION NEYMAR

À deux semaines du Mondial 2026, Casemiro s'est montré irrité en conférence de presse par les questions répétées sur Neymar, blessé et incertain pour le début du tournoi. Le milieu de terrain brésilien a renvoyé les journalistes vers le joueur ou le sélectionneur Carlo Ancelotti, avant de rappeler que Neymar reste « un joueur comme les autres » au sein de la Seleção.

●COUP DUR POUR L'ITALIE

VOLPATO FILE AVEC L'AUSTRALIE

L'Australie a annoncé vendredi que l'international espoirs italien Cristian Volpato portera désormais les couleurs des Socceroos en sélection A, en vue de la Coupe du monde 2026. Né à Sydney, le milieu offensif a été formé en Australie avant de poursuivre sa progression en Italie, notamment à l'AS Roma, où il a rejoint le centre de formation en 2020. Aujourd'hui joueur de Sassuolo, Volpato avait jusque-là évolué avec les sélections de jeunes italiennes.

Il a finalement choisi de représenter son pays de naissance au niveau international senior, rejoignant ainsi une sélection australienne déjà qualifiée pour le Mondial 2026, contrairement à l'Italie. International



PETKOVIĆ DÉVOILE SA LISTE POUR LE MONDIAL

Le verdict tombe aujourd'hui !

Une annonce très attendue qui scelle le groupe des Verts avant le grand rendez-vous mondial.

C'est le jour J. Le suspense touche à sa fin. Ce dimanche, le sélectionneur national Vladimir Petković dévoilera, lors d'une conférence de presse prévue au stade Nelson-Mandela, officiellement la liste des joueurs retenus pour représenter l'Algérie lors de la prochaine Coupe du monde de la FIFA 2026.

Une annonce particulièrement attendue par les supporters, impatients de découvrir les noms des heureux élus qui défendront les couleurs nationales lors de ce rendez-vous planétaire.

Depuis plusieurs semaines, les spéculations vont bon train autour des choix du technicien bosnien. Entre les cadres habituels, les joueurs en grande forme avec leurs clubs respectifs et l'émergence de jeunes talents susceptibles de créer la surprise, la concurrence a été particulièrement intense. Le stage de préparation entamé récemment au Centre technique national de Sidi Moussa a permis au sélectionneur d'effectuer ses derniers réglages avant de trancher définitivement.

Si certains éléments semblent assurés de leur présence, à l'image de Riyad Mahrez, Ramy Bensebaini ou encore Aïssa Mandi, plusieurs incertitudes demeurent concernant certains postes. Les choix dans le secteur offensif, où la concurrence est particulièrement relevée, devraient notamment susciter de nombreux débats.

Cette liste marquera une étape importante dans la préparation des Verts avant leur entrée en lice au



Mondial. Pour de nombreux joueurs, il s'agira d'une première participation à une Coupe du monde, tandis que d'autres tenteront d'apporter leur expérience afin de guider le groupe dans une compétition où chaque détail compte.

Au-delà des noms retenus, les observateurs seront attentifs à la stratégie mise en place par Petković. Depuis sa prise de fonctions, le sélectionneur a progressivement façonné un groupe mêlant expérience et jeunesse, avec l'ambition de permettre à l'Algérie de réaliser un parcours honorable sur la scène internationale.

L'annonce de cette liste mettra donc fin à plusieurs semaines d'at-

tente et de spéculations. Une fois la liste connue, les regards se tourneront rapidement vers les derniers préparatifs avant le grand départ pour le Mondial 2026, où les Verts espèrent écrire une nouvelle page de leur histoire.

Entre-temps, la sélection nationale poursuit sa préparation au Centre technique national de Sidi Moussa, avec un programme de travail intensif marqué par deux séances d'entraînement effectuées vendredi dans de bonnes conditions, dans le cadre des préparatifs pour la Coupe du monde 2026, selon la Fédération algérienne de football (FAF).

Dans un communiqué publié sur

son site officiel, la FAF précise que la séance matinale a été consacrée au travail physique, à travers une série d'ateliers visant à améliorer progressivement la condition athlétique et à augmenter le rythme des charges. Les joueurs ont fait preuve de discipline et d'une forte implication.

L'après-midi a été consacré aux aspects technico-tactiques. Le sélectionneur national, Vladimir Petković, et son staff ont enchaîné les exercices axés sur les situations de jeu et les principes collectifs qu'ils entendent instaurer au sein du groupe.

Pour l'heure, le stage se déroule dans une ambiance sérieuse et concentrée, marquée par une bonne cohésion entre les joueurs, témoignant de la volonté du groupe d'atteindre un niveau optimal avant les prochaines échéances, avec une implication notable de Ramy Bensebaini et de ses coéquipiers.

Les coéquipiers de Riyad Mahrez disputeront ensuite un test important face aux Pays-Bas, le 3 juin à Rotterdam (19h45, heure algérienne), avant de conclure leur préparation contre la Bolivie, le 10 juin à Kansas City.

Après avoir manqué les deux dernières éditions, l'Algérie effectue son retour sur la scène mondiale dans le groupe G, aux côtés de l'Argentine, championne en titre, de l'Autriche et de la Jordanie.

Les Verts débiteront leur Mondial le 17 juin face à l'Argentine, au stade Arrowhead de Kansas City, à 2h du matin (heure algérienne)

Rafik G.

IL A SIGNÉ AU NK KUSTOŠIJA

Soudani fait son retour en Croatie

L'insusable El Arbi Hillel Soudani poursuit sa carrière européenne. À 38 ans, l'attaquant algérien s'est engagé avec le NK Kustošija, club de deuxième division croate, après son passage au NK Maribor en Slovénie.

Auteur de trois saisons solides en Slovénie (36 buts en 96 matchs), l'ancien international des Verts retrouve un championnat qu'il connaît bien et où il s'est illustré par le passé. Entre 2013 et 2018, il a marqué l'histoire du Dinamo Zagreb avec 86 buts et 55 passes décisives en 197 rencontres, contribuant largement aux nombreux titres du club.

Surnommé « Mr Derby » pour ses performances dans les grands rendez-vous, Soudani reste une figure respectée du football croate.

Le NK Kustošija mise désormais sur son expérience et son leadership pour encadrer un effectif jeune et ambitieux. Malgré son âge, l'attaquant algérien continue de faire preuve d'une grande longévité et d'une détermination intacte.

LIGUE DE DIAMANT 2026

Slimane Moula à Stockholm sur 800 m

Le demi-fondiste algérien Slimane Moula sera engagé sur 800 mètres lors du meeting de Stockholm, prévu le 7 juin prochain, dans le cadre de la cinquième étape de la Ligue de Diamant 2026.

La course réunira plusieurs grands noms de la discipline, dont le Kényan Emmanuel Wanyonyi et le Canadien Marco Arop, médaillés aux Jeux olympiques de Paris 2024.

Il s'agira de la première grande sortie internationale de Moula cette saison. Son record personnel sur la distance est de 1:42.77.

MEETING

DE CANET-EN-ROUSSILLON

Jaouad Syoud s'offre le bronze

Le nageur algérien Jaouad Syoud a décroché la médaille de bronze du 200 mètres 4 nages lors de la 38e édition du meeting international de Canet-en-Roussillon, disputée jeudi en France. Il a bouclé la distance en 2:00.64, terminant troisième derrière l'Italien Alberto Razzetti, vainqueur en 1:59.04, et le Tchèque Jan Čejka, deuxième en 2:00.41. Étape du prestigieux circuit « Mare Nostrum », le meeting de Canet-en-Roussillon s'est déroulé au Centre de Natation Arlette Franco, réunissant plusieurs nageurs d'élite venus de différentes nationalités.

LES VERTS EN MISSION PRÉPARATION

Benbot donne le ton

Le gardien international algérien de l'USM Alger, Oussama Benbot, a souligné l'importance des deux matchs amicaux face aux Pays-Bas, le 3 juin à Rotterdam, et à la Bolivie, le 10 juin à Kansas City, avant d'aborder la phase finale de la Coupe du monde 2026 (11 juin - 19 juillet).

« Deux matchs amicaux de référence nous attendent face aux Pays-Bas et à la Bolivie, afin d'aborder le Mondial dans les meilleures dispositions », a indiqué Benbot dans un entretien accordé au service média de la Fédération algérienne de football (FAF).

Les « Verts » ont entamé lundi dernier, au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa, leur préparation pour le rendez-vous mondial, en présence d'une vingtaine de joueurs, en attendant l'annonce de la liste des 26 qui feront le voyage aux États-Unis, prévue aujourd'hui, lors d'une conférence de presse animée par le sélectionneur Vladimir



Petković au stade Nelson-Mandela de Baraki (15h00).

Après un jour de repos à l'occasion de l'Aïd, les joueurs ont repris l'entraînement jeudi, une reprise marquée notamment par

l'arrivée du capitaine Riyad Mahrez, de Housseem Aouar et de Rayan Aït-Nouri.

Benbot (31 ans) a officiellement effectué son retour en équipe nationale, mettant un terme à l'épisode de sa retraite internationale annoncée après la dernière Coupe d'Afrique des Nations (CAN-2025).

« Après la CAN, j'ai pris une décision un peu hâtive concernant ma retraite internationale. J'ai discuté avec le président de la Fédération, que je remercie pour sa compréhension, ainsi qu'avec le sélectionneur national. Aujourd'hui, tout est réglé », s'est-il réjoui.

Le meilleur portier de la saison assure être pleinement mobilisé pour les prochaines échéances des Verts, avec la volonté de répondre présent sous le maillot national.

« Je veux continuer à travailler afin de défendre dignement les couleurs de l'Algérie », a-t-il conclu.

JEUX MÉDITERRANÉENS-2026

Des groupes relevés pour l'Algérie

Le tirage au sort des sports collectifs des Jeux méditerranéens de Tarente-2026 (21 août - 3 septembre) a placé les sélections algériennes dans des groupes globalement difficiles, mais accessibles dans certaines disciplines.

En football masculin, l'Algérie affrontera l'Italie, le Kosovo et l'Albanie, tandis que les dames hériteront de l'Espagne, du Portugal et du Maroc.

En handball masculin, les Verts joueront la Tunisie, la Grèce et Chypre. Chez les

femmes, un groupe unique réunira plusieurs nations dont la Tunisie, l'Italie et la Grèce.

En volley-ball, les hommes défieront l'Égypte et la Serbie, alors que les féminines seront opposées notamment à la Turquie et à la Grèce.

En basket 3x3, l'Algérie affrontera des adversaires comme la Croatie, la Slovénie et la Tunisie selon les tableaux.

Les Jeux méditerranéens 2026 se dérouleront à Tarente, en Italie, du 21 août au 3 septembre.

Mots Croisés

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2	■									
3			■				■			
4										
5			■				■			
6									■	
7					■					
8		■			■		■			
9	■				■		■			
10				■						

Horizontalement

1- Authentiques . 2- Instrument de musique. 3- Bas de gamme - Mauvaise habitude - Débit de boissons. 4- Parlera avec clarté.
5- Révolte puérile - Chat anglais - Annotation de bulletin. 6- Début d'ultimatum - Mit au pieu.
7- Avant oui-oui - Acquiescement.
8- Pays d'Asie - Accueille les œufs.
9- Race bouleversée - Article. 10- Ne laisse que la trame - Prisons familiales.

Verticalement

1- Beau et bleu pour Strauss. 2- Groupe d'Eglise - Champion. 3- Demi tata - Ville du sud de la France. 4- Eruption cutanée. 5- Très copain-copain - Savoir-vivre. 6- Expression.
7- A la mode - Pour un pote - A payer.
8- Comme le Dalaï Lama. 9- Grand pour les danseuses - Entourée d'eau.
10- Danses espagnoles.

4x4

Parmi ces quatre séries de quatre mots, un seul est juste, à vous de le découvrir

Comerçant
Commerçant
Commersant
Commerçant

Morrallisation
Mauralisation
Morallisation
Moralisation

Confédération
Confédération
Confédération
Conféderration

Méditeranée
Mediterranée
Méditerranée
Méditeranée

Les mots fléchés

DORÉ EN MER	HURLEMENT	IL TIENT	SE MANGE VERT	AFFÛTÉS	BOIT LENTEMENT	CHOISI PAR VOTE
MOUVEMENT DE COSTAUD	OBTUSES	IL FAIT BEAU	OUI		REVÊTEMENT DE SOL	
FARANDOLE				DANSEUSE DE REVUE		
AGÉES				DON CHARITABLE		
			NOURRICE RESTITUE			
DEMEURE DE MOINEAUX		MAUVAIS BATEAU				SUPPRIMÉES DÉFINITIVEMENT
TÊTE		ASSEMBLÉE D'ÉLUS				
		PAYSANS MÉDIÉVAUX			MOT DE LIAISON	
		GRANDE LARGESSE			ÉLUE DE CALENDRIER	
CERTIFIE	PROCRÉÉS LAISSER-ALLER					RAVAGÉES
				CORPS CÉLESTE VAS SANS BUT		
TE TROUVES AVANT NOUS		MOT D'ENFANT ADMIRATEURS	DEVANT L'ANNÉE PRODUIT UN EFFET		ATTRAPÉE NETTOYAGE DES ARBRES	
	ELLE FAIT LA BOMBE SOMBRE				EN BOURGOGNE TRACES DE ROUES	
ESPRIT REBELLE ÉPARGNE			GRAIN DE GLACE RÉSIDU DU CAFÉ			FAÇONNÉES
					MOT DE BÉBÉ À L'ÉCART	
FIT MONTER LIEU DE BAIGNADE			APPOSES TON NOM			
		COLÈRE D'AUTREFOIS DE MÊME VALEUR		PRIS FERMEMENT PLANS D'EAU		
FLAMAND	ET LE RESTE ATTACHA		RETRAITE DE CONCIERGE ALCOOL ANGLAIS			MARCHERA
			PASSAGE COUVERT VERSION ORIGINALE			
DÉMENTIT RÉPANDIONS		DÉFAUT GRAVE			LONGUE PÉRIODE	
				ABIMAS		

BIFFE-TOUT

EN 7 LETTRES :
Séducteur

ANGIOME	GONDOLE	PARESSEUSE
BRIMADE	GRAVE	POITRAIL
BROYEUR	GRISERIE	POUDREUSE
CACHOU	HARENG	RAVI
CALE	ISOCLINALE	RELAXE
COULOIR	JONGLEUSE	RÉPÉTITIVE
ELECTRIQUE	LAPINE	ROSERAIE
EMBOUT	LUMINEUSE	ROSTRE
EMPRUNT	MANIGANCE	SAISON
ERREUR	MÉDIÉVALE	SÉDATIVE
EUPHORIE	MÉDINA	SUBJECTIF
EVACUER	MINUSCULE	SUCRERIE
FEUTRINE	NOUAKCHOTT	THERMIQUE
FLAMBER	OCCUPATION	THROMBINE
FORCER	OPÉRATRICE	UNITAIRE
FRETIN	OULEMA	UPPERCUT
GÉNIAL	PARADE	VARIANCE
GLOBULE	PARENCHYME	VOULU

P	E	S	U	E	R	R	D	U	O	P	S	U	B	J	E	C	T	I	F
A	M	E	D	I	E	V	A	L	E	J	O	N	G	L	E	U	S	E	O
R	U	F	D	G	O	S	H	E	T	G	O	U	E	R	E	L	P	S	U
E	N	O	E	U	O	A	A	U	L	C	L	M	L	V	A	O	A	U	A
S	I	B	L	U	R	N	C	I	C	E	B	O	A	E	I	V	G	C	K
S	T	U	R	E	T	R	D	U	S	O	C	C	B	T	M	R	E	R	C
E	A	E	N	O	E	R	P	O	U	O	U	T	R	U	I	A	R	E	H
U	I	G	R	P	Y	A	I	T	L	E	N	A	R	S	L	E	N	R	O
S	R	P	P	R	T	E	U	N	R	E	I	G	E	I	C	E	E	I	T
E	E	U	A	I	E	O	U	R	E	L	T	R	E	R	Q	L	J	E	T
R	E	U	O	R	H	U	E	R	E	E	I	N	O	N	A	U	T	E	O
E	C	N	E	C	E	B	R	V	E	E	I	F	U	N	I	H	E	I	P
P	N	R	A	D	M	N	I	N	E	M	A	R	I	R	E	A	E	A	E
E	A	C	I	A	A	T	C	N	I	N	O	L	O	R	P	X	L	R	R
T	I	R	L	O	A	M	I	H	I	T	C	I	M	H	A	M	O	E	A
I	R	F	A	D	L	P	I	D	Y	O	E	I	G	L	P	S	E	S	T
T	A	A	E	D	A	U	E	R	S	M	Q	R	E	N	T	U	A	O	R
I	V	S	V	L	E	M	O	I	B	U	E	R	F	R	A	N	E	R	I
V	M	A	N	I	G	A	N	C	E	E	S	U	E	N	I	M	U	L	C
E	T	H	R	O	M	B	I	N	E	E	L	U	C	S	U	N	I	M	E

SOLUTIONS DES JEUX PRÉCÉDENTS

MOTS FLÉCHÉS

HORIZONTALEMENT
BECOTE - ENRAIE - MONOCLE - OMET - VAN-DALE - GUI - NE - SAVAIT - ON - CD - STRASBOURG - EMISE - TINT - DOUS - RARE - EU - RU - PAPERASSE - ESSAI - LISE - AM - QI - FAN - RAIE - E AU - DATTIER - REJOUIS - ELIS - POTENCE - ASES - MAT - OSER - SON - MAI - EN - MET - LE - TRIPE - TISANES - REEDITER - SUES.

VERTICALEMENT
DEMANDEURS - AROMATE - CONE - MOUSQUETAIRE - ROND - SIS - AI - JET - ID - TOASTS - PI - DON - EPI - DECLARERA - FAUCON - LEVA - APLATIES - TE - FEE - ASTREINTS - EMIR - GIBIERS - ARES - CROUTON - AEREES - TAS - AMI - UTES - ARLES - NU - VIE - OR - USAI - ISOLEE - ETANGS - EMEUS - NESS.

MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT
1- BRANQUETTE. 2- LEGION - EUX. 3- ACOELOMATE. 4- NON - EDEN. 5- QUITTER - AU. 6- URE - LENT. 7- ES - RELEVÉE. 8- SA - OTER. 9- TOI - DIT - IN. 10- EN - GENEREE.

VERTICALEMENT
1- BLANQUETTE. 2- RECOURS - ON. 3- AGONIE - SI. 4- NIE - RA. 5- COLETTE - DE. 6- ANODE - LOIN. 7- MERLETTE. 8- DEAN - EVE. 9- EUT - ANERIE. 10- EXECUTE.

4x4 Professionnelle - Fignole
Moratoire - Blasphème

BIFFE-TOUT : CHANTIERS



Page réalisée
par Souiki Sidali



10/10

NO PAYNE, NO GAIN POUR TIM !

Le créateur de contenu argentin Valen Scarsini a lancé un défi fou avant le Mondial : trouver le joueur le moins suivi d'Instagram pour en faire une star. C'est tombé sur le Néo-Zélandais Tim Payne, qui comptait seulement 4 700 abonnés. L'effet de groupe a été immédiat. En 48 heures, des vagues de fans ont envahi son profil, propulsant le défenseur à plus de 1,7 million de followers. Submergé de likes et de commentaires en espagnol, le joueur des All Whites a halluciné face à cette ferveur soudaine. Une folie née des réseaux. Avec plus d'un million et demi de réactions, les internautes trouvent cette blague géniale et adorent la magie imprévisible d'Internet.

9/10

LA VIDÉO QUI INTERROGE

Une vidéo devenue virale en Algérie, cumulant plus de 563k vues, montre un jeune homme multipliant des gestes indécentes envers l'auteur de la séquence dans un transport en commun. Au-delà du comportement filmé, c'est surtout l'attitude des autres passagers qui suscite débat. Personne ne semble intervenir ni dénoncer la scène, alors même qu'elle se déroule sous les regards de tous. Pour de nombreux internautes, cette passivité reflète une évolution préoccupante des comportements collectifs. Certains y voient l'effet de l'individualisme croissant. D'autres évoquent la peur des altercations ou le manque de confiance dans les mécanismes de protection et de soutien. Si les raisons peuvent être multiples, cette séquence soulève une question plus large : la société est-elle en train de perdre certains réflexes de solidarité et de responsabilité collective qui constituaient autrefois un rempart face aux comportements déplacés ?

8/10 LE MAUVAIS DIABLE



Une vidéo virale montre une pèlerine syrienne ciblant par erreur un autre pèlerin lors du Rami al-Jamarat à Mina, un rituel du Hadj consistant à lapider trois piliers symbolisant la tentation du prophète Ibrahim (Que le salut soit sur lui) par le Diable. Le pèlerin asiatique, touché, a réagi avec humour en précisant qu'il n'était pas le Diable. Avec plus de 553k vues, les réseaux sociaux ont chaleureusement salué ce moment de complicité bienveillante.

7/10 ISHOWSPEED LANCE SA FONDATION

Le streamer IShowSpeed a annoncé la création de sa propre fondation humanitaire destinée à aider des milliers d'enfants à travers le monde, avec une priorité donnée à l'Afrique. Pour lancer le projet, Speed a déjà versé un don personnel de 100 000 euros. La fondation aura pour mission de favoriser l'accès au sport, aux jeux et à des opportunités éducatives pour les jeunes. En collaboration avec Common Goal, l'initiative soutiendra plusieurs associations locales qui utilisent le football comme levier d'éducation et d'insertion dans les pays visités par le streamer lors de sa tournée africaine. Avec près d'un demi-million de réactions sur les réseaux sociaux, de nombreux internautes saluent une initiative «plus utile que les simples contenus», tandis que d'autres attendent de voir l'impact concret du projet sur le terrain. Rappelons que l'influenceur américain a visité l'Algérie lors de sa tournée africaine.



6/10 UN VOYAGE GUSTATIF ALGÉRIEN À AMSTERDAM



À Amsterdam, le restaurant algérien atypique Rue d'Alger séduit par un concept original : aucun menu ni recette écrite. Fondé par deux amis algériens expatriés, l'établissement prépare chaque jour des plats différents à partir de produits frais achetés le matin même. Les clients choisissent une base de couscous ou de riz, accompagnée de légumes du jour et d'un tajine maison. Conquis, un influenceur suivi par près de 2 millions d'abonnés a salué une cuisine «faite avec amour», évoquant un repas préparé par une mère algérienne. Son expérience, devenue virale sur TikTok, a dépassé les 300k vues. Les internautes saluent un concept intelligent, une cuisine authentique et familiale, et un véritable voyage gustatif algérien.

5/10

«EL MHIBA» : ENTRE TRADITION ET PRESSION FINANCIÈRE

À l'approche de l'Aïd, la tradition d'«El Mhiba» revient souvent dans de nombreux foyers algériens. Cette coutume consiste pour le fiancé à offrir un cadeau à sa future épouse, un geste symbolique destiné à renforcer les liens entre les deux familles. Mais ces dernières années, de nombreux jeunes dénoncent une dérive de cette pratique. Là où un simple présent suffisait autrefois, certains se sentent désormais contraints d'offrir plusieurs cadeaux, vêtements, parfums, bijoux ou encore sommes d'argent importantes, en plus d'un morceau de viande lors de l'Aïd El Adha. Avec plus de 173k vues, pour beaucoup d'internautes, la dimension affective de la tradition s'efface progressivement au profit d'une logique d'apparence et de compétition sociale. Une évolution qui alourdit les dépenses des fiancés et relance le débat sur la nécessité de préserver l'esprit initial de cette coutume.



4/10 RÉAPPARITION DE MOHAMED LAMINE

Après une longue absence du petit écran, Mohamed Lamine a fait une apparition remarquée dans une vidéo aux côtés de Mohamed Polyphène. Les deux artistes y adressent leurs vœux d'«Aïd Moubarak» au public. Partagée sur les réseaux sociaux, la séquence a rapidement suscité l'intérêt des internautes et dépassé les 50k vues. Les internautes ont salué le retour de Mohamed Lamine, exprimant leur nostalgie et leur plaisir de le revoir après une si longue absence.

3/10

EMINEM ET LES COMICS RARES

Eminem est un passionné de comics depuis son enfance, au point d'avoir déboursé plus d'un million de dollars pour un exemplaire ultra rare de Amazing Fantasy #15. Cette bande dessinée mythique marque la toute première apparition de Spider-Man et figure parmi les comics les plus précieux au monde. Selon plusieurs médias spécialisés, le rappeur posséderait aujourd'hui une immense collection estimée à plusieurs dizaines de millions de dollars, stockée dans des coffres sécurisés entre Detroit et Los Angeles. Avec près de 3 500 réactions, beaucoup trouvent impressionnant qu'Eminem investisse dans sa passion d'enfance, tandis que d'autres hallucinent devant les sommes dépensées pour des comics rares.

2/10 DEUX MÈTRES DE TROP ?

Des photos montrant des déchets abandonnés sur des bancs publics, alors qu'une poubelle est fixée à seulement quelques mètres, ont généré plus de 1 200 réactions. Ces images illustrent un paradoxe qui dépasse la simple question de propreté : pourquoi ignorer une solution aussi proche ? Pour de nombreux observateurs, ce comportement traduit moins un manque d'équipements qu'un déficit de civisme. La présence de la poubelle rend l'acte encore plus incompréhensible et alimente les critiques sur le respect des espaces communs. Au-delà de l'indignation, ces clichés rappellent que la propreté d'une ville dépend avant tout des gestes individuels. Des internautes disent que : «ce n'est pas un problème de distance, mais de mentalité et de respect.»

1/10 CÉLÉBRITÉ ET INTIMITÉ



De nombreuses célébrités souhaitent aujourd'hui se déplacer discrètement dans les lieux publics, sans être filmées ni interpellées à chaque instant. Pourtant, ce désir crée un débat sur les réseaux sociaux, avec plus de 500 réactions. Certains internautes estiment qu'il s'agit d'un droit fondamental : la célébrité ne supprime ni la vie privée ni le besoin de tranquillité. D'autres pensent qu'une personne devenue célèbre grâce au public doit accepter une exposition permanente. La réalité se situe souvent entre les deux. Être connu implique une visibilité accrue, mais cela ne devrait pas autoriser le harcèlement ou l'intrusion constante. La frontière entre admiration et atteinte à l'intimité reste aujourd'hui de plus en plus floue.

PRÈS DE 4 TONNES DE CANNABIS SAISIES

LE MAKHZEN INONDE LA FRANCE

Près de 2,7 tonnes de cannabis ont été saisies dimanche dernier dans un véhicule, à son arrivée au port de Sète, dans l'Hérault, en France, en provenance du Maroc, et plus d'une tonne de cannabis dans le Val-d'Oise, dans un conteneur arrivé du Havre, a annoncé vendredi le parquet de Lille.

Le parquet de Lille avait ouvert une enquête il y a deux mois sur un trafic international de stupéfiants entre le nord de la France et le Maroc, plaque tournante du trafic de drogue et premier producteur de cannabis au monde. L'enquête portait sur l'importation, par voie maritime puis terrestre, de cannabis depuis le Maroc.

Menée simultanément sur quatre sites du territoire français, l'opération qui en a découlé a permis de saisir près de 2,7 tonnes de produits stupéfiants, essentiellement de la résine de cannabis, transportées à bord d'un véhicule, à son arrivée sur le port de Sète, a précisé le parquet. « Cette opération judiciaire permettait la saisie de 2.692 kg de produits stupéfiants, essentiellement de la résine de cannabis, transportés à bord d'un véhicule, à son arrivée sur le port de Sète. Une partie de ces produits stupéfiants étaient destinés à l'agglomération lilloise », a expliqué le procureur de la République de Lille dans un communiqué. Ce sont les gendarmes de Lille, assistés par ceux de l'Hérault, qui ont réalisé ce coup de filet, à l'arrivée d'un



car ferry en provenance du Maroc, dimanche, au port de Sète. La drogue, d'une valeur estimée à plus de 20 millions d'euros à la revente, était dissimulée dans une camionnette. Deux personnes ont été interpellées dans le

cadre de cette saisie de drogue, selon le parquet lillois, « le conducteur du véhicule, ainsi qu'un individu susceptible de se présenter comme un logisticien ». Au domicile de ce dernier, situé en Ile-de-France, étaient notamment saisis la

somme de 34.000 euros en numéraire et un véhicule. Ces deux personnes ont été mises en examen jeudi, notamment pour association de malfaiteurs et importation de stupéfiants en bande organisée. Le conducteur du véhicule a été placé en détention provisoire, la seconde personne a été incarcérée à titre provisoire, en attendant d'être présentée devant la justice. Dans l'autre affaire, le 19 mai, 7 individus ont été interpellés dans le Val-d'Oise alors qu'ils déchargeaient un conteneur en provenance du port du Havre, a annoncé vendredi le parquet de Lille dans un communiqué distinct. À l'intérieur, les enquêteurs ont saisi 1,1 tonne d'herbe de cannabis conditionnée dans des sachets thermosoudés, 30 kg de pollen de cannabis et 78 kg de résine de cannabis, dissimulés dans des cartons de vêtements. Saisie du dossier, la Juridiction interrégionale spécialisée (Jirs) de Lille a ouvert une information judiciaire portant notamment sur des faits d'importation de stupéfiants en bande organisée, d'association de malfaiteurs et de vol en bande organisée.

R. N.

TUNNELS DE CHIFFA ET D'EL HAMDANIA Réouverture partielle



Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djelloui, a effectué, hier, une visite d'inspection sur plusieurs projets routiers stratégiques dans les wilayas de Blida, Médéa et Tipasa. Cette sortie de terrain a été marquée par la réouverture provisoire de deux tunnels de l'autoroute Nord-Sud, ainsi que par de nouvelles instructions visant à accélérer l'achèvement de plusieurs chantiers à forte importance pour la mobilité des usagers. Accompagné des walis de Blida et de Médéa, le ministre s'est rendu sur le tronçon reliant Chiffa à El Hamdania afin de s'enquérir de l'état d'avancement des travaux engagés pour remédier à l'incident technique enregistré au niveau des tunnels de l'autoroute Nord-Sud. Selon un communiqué du ministère, les services techniques ont confirmé que l'ensemble des

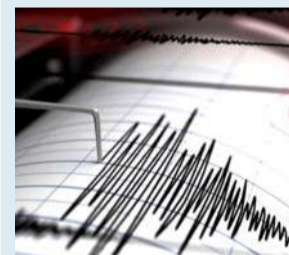
conditions de sécurité routière requises pour les usagers de cet axe stratégique était désormais réuni. Un dispositif permanent de suivi et de contrôle a également été mis en place au niveau des ouvrages concernés. À l'issue de cette visite, Abdelkader Djelloui a procédé à la réouverture provisoire des deux premiers tunnels reliant El Hamdania à Chiffa dans le sens Médéa-Alger, dans l'attente de l'achèvement définitif de l'ensemble des travaux programmés. Concernant les deux autres tunnels situés dans le sens Chiffa-El Hamdania en direction de Djelfa, le ministre a ordonné la mise en œuvre de mesures d'urgence afin d'accélérer leur remise en service. Il a notamment demandé la mobilisation de tous les moyens humains, techniques et matériels disponibles, ainsi que le renforcement des équipes intervenant sur le chantier pour per-

mettre une réouverture dans les meilleurs délais. Le ministre a, par ailleurs, insisté sur la nécessité d'une coordination étroite entre les services centraux du ministère, les autorités locales et l'ensemble des intervenants afin d'assurer le bon déroulement des travaux restants tout en garantissant en permanence la sécurité des automobilistes. En marge de cette visite, Abdelkader Djelloui a effectué une inspection inopinée du projet de modernisation et d'augmentation de la capacité de la voie rapide reliant Douaouda à Bou Ismaïl sur un linéaire de 10 km. Ce projet revêt une importance particulière à l'approche de la saison estivale, période durant laquelle cet axe enregistre un trafic particulièrement dense en raison de l'afflux des estivants vers le littoral de la wilaya de Tipasa. Le ministre a ainsi examiné l'état d'avancement des travaux et les mesures prises pour assurer leur continuité tout en limitant les perturbations de la circulation. À l'issue de cette visite, le ministre a donné de nouvelles instructions en vue d'accélérer la cadence des travaux et de respecter les délais de réalisation. L'objectif, selon le communiqué ministériel, est d'améliorer les conditions de déplacement des usagers, de fluidifier davantage le trafic routier durant la saison estivale et de préparer les infrastructures à l'occasion des célébrations du 64e anniversaire de l'Indépendance et de la Jeunesse, prévues le 5 juillet prochain.

R. N.

SECOUSSES ENREGISTRÉES LE JOUR DE L'AÏD EL-ADHA

Le CRAAG rassure



Le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique a enregistré une activité sismique modérée en Algérie, marquée par trois secousses telluriques durant le premier jour de l'Aïd El-Adha, correspondant au 27 mai 2026.

Selon le Centre, la première secousse a été enregistrée à Mihoub, dans la wilaya de Médéa, avec une magnitude de 3,0 degrés sur l'échelle de Richter. Une deuxième secousse a été ressentie à Timgad, dans la wilaya de Batna, atteignant une magnitude de 3,4 degrés. La plus forte activité sismique a été relevée en mer, à environ 50 km au nord-ouest de la ville de Ghazaouet, dans la wilaya de Tlemcen, avec une magnitude de 4,1 degrés sur l'échelle de Richter. Une quatrième secousse a également été enregistrée le vendredi 29 mai 2026, au nord de la commune d'Aoukas, dans la wilaya de Béjaïa, avec une magnitude de 3,3 degrés. Le Centre a indiqué que cette activité sismique est considérée comme normale, compte tenu de la position géographique de l'Algérie située sur la zone de contact entre la plaque tectonique africaine et la plaque eurasiatique. Il a précisé qu'environ 80 secousses sont enregistrées chaque mois, dont la majorité n'est pas ressenties par la population. L'organisme a également rassuré les citoyens, affirmant que ces secousses restent de faible intensité et ne présentent aucun danger pour les personnes ou les infrastructures.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

13 décès en 48 heures

13 personnes ont trouvé la mort et 711 autres ont été blessées dans des accidents de la route, survenus ces dernières 48 heures dans plusieurs wilayas, a indiqué, hier, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd de ces accidents de la route a été enregistré dans la wilaya Tébessa avec 4 morts et 3 blessés, suite à 3 accidents de la route, précise la même source. Par ailleurs, les secours de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 4 incendies urbains et divers dans les wilayas de Chlef, Bordj Bou Arréridj et Mostaganem. Les éléments de la Protection civile de la wilaya de Bouira ont procédé au repêchage du corps sans vie d'un jeune homme âgé de 20 ans, noyé dans une mare d'eau dans la commune de Bouderbala. Suite aux intempéries ayant touché les wilayas d'Illizi et Djanet, les secours de la Protection civile ont procédé à des sauvetages et effectué des opérations d'épuisement des eaux pluviales à l'intérieur des habitations.